



经济及社会理事会

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2004/82
24 December 2003
CHINESE
Original: ENGLISH

人权委员会

第六十届会议

临时议程项目 16(b)

增进和保护人权小组委员会的报告：选举委员

秘书长的说明 *

1. 根据经济及社会理事会 1968 年 5 月 31 日第 1334(XLIV)号决议和 1986 年 5 月 23 日第 1986/35 号决议，以及 1978 年 5 月 5 日第 1978/21 号决定和 1987 年 2 月 6 日第 1987/102 号决定，人权委员会第四十四届会议以无记名投票方式，按照以下原则从联合国会员国提名的专家中选出 26 名防止歧视及保护少数小组委员会(1999 年起改名为增进和保护人权小组委员会)委员：(a) 非洲国家七名；(b) 亚洲国家五名；(c) 东欧国家三名；(d) 拉丁美洲国家五名；(e) 西欧和其他国家六名。

2. 根据理事会第 1986/35 号决议，小组委员会委员在当选后任期四年，小组委员会半数委员和相应的候补委员将每两年选举一次。人权委员会第四十四届会议主席根据以下安排抽签选定两年后任期届满的委员和相应的候补委员：非洲国家三名；亚洲国家三名；东欧国家一名；拉丁美洲国家三名；西欧和其他国家三名。

* 因篇幅很长，本文件附件一不译，原文(英/法/西文)照发。

3. 1990、1992、1994、1996、1998、2000、2002 年，在小组委员会半数委员的任期届满时，人权委员会第四十六届、四十八届、五十届、五十二届、五十四届、五十六届、五十八届会议举行了小组委员会委员和候补委员的新的选举。*

4. 小组委员会现任委员名单见附件二。

5. 由于小组委员会半数委员的任期已经再次届满，现在请人权委员会第六十届会议根据以下安排进行小组委员会委员和候补委员的新的选举：非洲国家四名；亚洲国家二名；东欧国家二名；拉丁美洲国家二名；西欧和其他国家三名。

6. 在 2003 年 4 月 24 日第 2003/59 号决议中，人权委员会请各国在提名和选举小组委员会委员和候补委员时：

- (a) 意识到要特别注意确保该机构的独立性和独立形象；
- (b) 铭记需要均衡兼顾连续性的益处和人员更新的重要性；
- (c) 选出公认具备人权领域专门知识的委员；
- (d) 如有可能，在选举会议召开前至少两个月提交提名，以便使委员会委员能够全面评估提名人选的资格和独立性。

应回顾，小组委员会第 1987/32 号决议特别提请人权委员会注意当代形式奴役问题工作组的建议，即委员会设法说服各国政府提名更多的妇女候选小组委员会委员。

7. 关于候补委员的指定，经济及社会理事会通过了第 1983/32 号决议，该决议决定：

“尽管经济及社会理事会职司委员会议事规则第 13 条第 2 款已有规定，下述规则今后将适用于防止歧视及保护少数小组委员会：

- (a) 小组委员会委员候选人的提名可与具有同一国籍的专家的提名一起进行，二者同时当选，遇委员不能出席会议时，专家可临时充作候补委员；

* 见人权委员会第四十六届会议报告(E/1990/22-E/CN.4/1990/94, 第二十五章)、第四十八届会议报告(E/1992/22-E/CN.4/1992/84, 第二十三章)、第五十届会议报告(E/1994/24-E/CN.4/1994/132, 第二十四章)、第五十二届会议报告(E/1996/23-E/CN.4/1996/177, 第二十二章)、第五十四届会议报告(E/1998/23-E/CN.4/1998/177, 第二十四章)、第五十六届会议报告(E/2000/23-E/CN.4/2000/167, 第二十六章)以及第五十八届会议报告(E/2002/23-E/CN.4/2002/200, 第二十六章)。

(b) 候补委员的资格应与正式委员相同；

(c) 除按上文(a)款当选候补委员的专家以外，任何人不得担任候补委员。”

8. 截至 2003 年 12 月 24 日，秘书长收到阿尔及利亚、比利时、古巴、埃及、埃塞俄比亚、匈牙利、冰岛、日本、摩尔多瓦、摩洛哥、巴拿马、秘鲁、大韩民国、罗马尼亚、塞拉利昂、阿拉伯叙利亚共和国、多哥、突尼斯、美利坚合众国等国政府提交的选举小组委员会委员候选人提名。

9. 政府提交的进一步信函和候选人提名将作为本文件增编分发。

10. 迄今为止收到的提名如下，候选人简历见附件一。

非洲国家

<u>提名会员国</u>	<u>获提名专家</u>	<u>获提名候补委员</u>
阿尔及利亚	勒伊拉·泽鲁居伊女士	马亚·沙利女士
埃及	易卜拉欣·萨拉马先生	阿马尼·坎迪勒先生
埃塞俄比亚	弗萨哈·伊默尔先生	
摩洛哥	哈利玛·恩巴雷克·瓦尔扎齐女士	
塞拉利昂	瓦莱丽·尼科尔女士	埃马纽埃尔·希尔斯-摩西先生
突尼斯	穆罕默德·哈比卜·谢里夫先生	哈比卜·阿舒尔先生
多哥	阿苏马·阿布杜先生	阿卜杜拉耶·亚雅·巴瓦先生

亚洲国家

<u>提名会员国</u>	<u>获提名专家</u>	<u>获提名候补委员</u>
日本	横田洋三先生	林洋子女士
大韩民国	钟金星女士	白芝亚女士
阿拉伯叙利亚共和国	塔希尔·胡萨米先生	

东欧国家提名会员国

匈牙利

摩尔多瓦

罗马尼亚

获提名专家

卡斯珀·比罗先生

迪亚娜·萨库女士

尤利娅·莫措克女士

获提名候补委员

塔蒂亚娜·勒杜卡努女士

维多利亚·波佩斯库女士

拉丁美洲国家提名会员国

古巴

巴拿马

秘鲁

获提名专家

米格尔·阿方索·马丁内斯先生

哈尼奥·胡安·图尼翁·贝列斯卡米纳·卡西斯·克雷斯波先生

曼努埃尔·罗德里格斯·夸德罗斯先生

获提名候补委员

胡安·安东尼奥·费尔南德斯·帕拉西奥斯先生

女士

伊丽莎白·萨尔蒙·加拉特女士

西欧和其他国家提名会员国

比利时

冰岛

美利坚合众国

获提名专家

马克·博叙伊先生

格维兹门迪尔·阿尔弗雷德松先生

大卫·里夫金先生

获提名候补委员

Annex I**BIOGRAPHICAL DATA****Ms. Leïla ZERROUGUI (Expert)***

(Nominated by the Government of Algeria)

Date et lieu de naissance: 7 mars 1956 à Souk-Ahras (Algérie).

Grade: Conseiller à la Cour suprême.

Fonction actuelle: Conseiller à la Cour suprême, professeur associé à l'Institut national de la magistrature.

➤ **DIPLÔMES ET FORMATIONS**

- Diplômée de l'École nationale d'administration – Section judiciaire (1980)
- Postgraduation en droit foncier et agraire – Université de Blida (Algérie)
- Diplômée du British Council à Alger (First Certificate of English) 1989-1993.
- Formation spécialisée pour magistrat formateur en droit foncier, à Alger et à Damas, 1994.
- Formation spécialisée dans le domaine de la coopération pénale internationale (extradition, assistance judiciaire et transfert des prisonniers (UNAFEI Tokyo, 1996).)

➤ **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

- 1980-1986: – Juge du siège au tribunal de Koléa (Blida) – Juge des mineurs.
 – Présidente de la section du statut personnel.
 – Présidente de la section correctionnelle.
 – Juge des référés.
- 1986 -1996: – Magistrat à la Cour d'appel de Blida, fonctions exercées:
 – Conseiller à la Chambre d'accusation.
 – Conseiller, puis présidente de la Chambre administrative.
 – Présidente de la Chambre des appels des mineurs.
 – Présidente de la Chambre correctionnelle.
 – Membre du tribunal criminel, puis Présidente du tribunal criminel.
- 1996-1997: – Présidente de la Chambre administrative de la Cour d'Alger.
 – Présidente du Tribunal criminel.

* The biographical data in English are available for consultation in the files of the Secretariat.

1998 à 2000: – Chargée d'études et de synthèse au Cabinet du Ministre de la justice.

2000 à ce jour: – Conseiller à la Cour suprême et chargée de cours à la l'Institut national de magistrature.

➤ ENSEIGNEMENT

1993-1994: – Professeur associé à l'École nationale du greffe.

1995-1996: – Professeur associé à l'École nationale supérieure des cadres.

1996 à ce jour: – Professeur associé, chargée de cours à l'Institut national de la magistrature.

➤ AUTRES ACTIVITÉS

Au niveau international:

– 2000-2004: Expert de la Sous-Commission de la promotion et la protection des droits de l'homme (Nations Unies); membre en cette qualité des groupes de travail de la Sous-Commission sur les minorités et sur l'administration de la justice, et auteur de trois documents de travail sur la discrimination dans le système de justice pénale.

– 2003: Nommée par la Commission des droits de l'homme, en qualité de Rapporteur spécial chargé d'entreprendre une étude détaillée sur la discrimination dans le système de justice pénale.

– 2001 à ce jour: Membre, Vice-Présidente, puis Présidente du Groupe de travail sur la détention arbitraire (Nations Unies). Participation à des missions d'enquête *in situ* dans le cadre du mandat du Groupe de travail sur la détention arbitraire, au Bahreïn (octobre 2001) et en Iran (février 2003).

– 2002: Membre du Comité consultatif d'experts, chargée du suivi de la mise en œuvre du Projet régional relatif au développement humain et aux droits de l'homme, programmé par le PNUD et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour les États arabes.

Participation à des conférences internationales:

– Panéliste et Présidente du Séminaire régional d'experts pour l'Afrique sur la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à Nairobi (Kenya) en 2002 et auteur d'une communication sur le renforcement de l'état de droit et de l'administration de la justice.

– Membre du Panel chargé de l'animation de conférences annuelles au Japon et en Malaisie en 2000, 2001 et 2002 sur la discrimination à l'égard des femmes dans l'administration de la justice et auteur de plusieurs communications sur la victimisation et les conditions de détention des femmes. – Panéliste de la conférence internationale organisée par l'Université du Minnesota (États-Unis) en 2002, sur la problématique des armes légères et de petits calibres dans le contexte des droits de l'homme et du droit humanitaire.

– Participation à l'élaboration d'une publication pour lutter contre le racisme et promouvoir la tolérance (chapitre: Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est

associée dans l'administration de la justice). Atelier organisé sous l'égide de l'UNESCO/OHCHR en 2003 à Paris (France.)

Au niveau national

- Membre de la Commission nationale de la réforme de la justice 1999.
- Membre de la délégation algérienne qui a présenté le deuxième rapport périodique de l'Algérie devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies en 1998.
- Membre du Groupe de travail interministériel pour la prise en charge des victimes de violences sexuelles et des enfants nés suite à un viol commis par des terroristes 1998.
- Participation aux travaux de la Commission nationale consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme, sur le statut de la femme en droit algérien (Communications publiées dans la revue de la Commission).
- Participation à des journées d'études organisées par le Sénat (communication sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, publiée dans la revue du Sénat).
- Participation à des émissions télévisées, des séminaires et des conférences nationales et internationales organisés en Algérie.

➤ PUBLICATIONS

- Collaboratrice aux revues spécialisées éditées par le Ministère de la justice, la Cour suprême, le Conseil d'État et la Chambre nationale des notaires: publications d'une série d'articles sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, le juge administratif, le contentieux foncier, la publicité foncière, la saisie immobilière...
- Publication d'un code foncier annoté et commenté et d'un ouvrage sur le droit foncier et le contentieux foncier en Algérie.
- Collaboratrice à la revue annuelle de l'Institut national de la santé publique, articles publiés: La violence à l'égard des femmes, la protection juridique des enfants et la prise en charge des victimes du terrorisme en Algérie.
- Articles et travaux parus dans des publications éditées à l'étranger: sur le racisme, la discrimination dans l'administration de la justice, le renforcement de l'état de droit et de l'administration de la justice (Nations Unies), sur la victimisation et la détention des femmes (Japon), sur le trafic illicite des stupéfiants et sur l'extradition (UNAFEI).

➤ LANGUES

Arabe - français - anglais.

Ms. Maya SAHLI (Alternate)

(Nominated by the Government of Algeria)*

I - État civil

NOM: SAHLI née FADEL

Prénom: Maya

Date et lieu de naissance: 6 avril 1956 à Constantine (Algérie)

Nationalité: Algérienne

Situation familiale: Mariée (deux enfants)

Adresse: 9, rue Émile Lacanaud, Alger 16000

Téléphone: (021) 72.23.37

E-mail: may136@caramail.com

Langues parlées et écrites: Arabe (bon niveau)

Français (bon niveau)

Anglais (niveau moyen)

II - Formation - Études

* Licence en droit (profil droit public), 1974-1978, Institut de droit (Alger)

* Magister en droit international et relations internationales, 1978/1980 (Alger)

* Certificat de l'Académie de droit international de La Haye 1978-1979 et 1984

* Certificat de la Commission de droit international Genève 1985 (séminaire de droit international)

* Certificat de spécialité de l'Institut international d'administration publique, PARIS (cycle court), «Le métier de diplomate», 2000

* Certificat de l'Institut international des droits de l'homme

* Cours sur le droit international des réfugiés - HCR

III - Activités pédagogiques

* The biographical data in English are available for consultation in the files of the Secretariat.

- * Chargée de travaux dirigés - droit administratif, Institut de droit, Alger, depuis 1980
- * Chargée de travaux dirigés en droit international public
 - École nationale d'administration – Section diplomatique, depuis 1980
- * Chargée du cours de droit international public auprès du Ministère des affaires étrangères (dans le cadre de la préparation aux examens professionnels) - 1997, 1998, 1999, 2000, 2003
- * Chargée de travaux dirigés au sein de l'Institut national de la magistrature (INM) sur le thème «Le juge interne et le droit international», depuis l'année 2000
- * Chargée du cours sur «Les droits de l'homme», 2002-2003 (INM)
- * Chargée du cours de droit administratif au profit des magistrats spécialisés.

IV - Autres activités scientifiques

1 - Colloque:

- * Communication à l'ENITA et à l'École de préparation pour les études d'ingéniorat (Rouiba), mars et avril 2001

«L'évolution constitutionnelle en Algérie»

- * Communication au Colloque international sur le droit international humanitaire (CRA-CICR), Alger, mai 2001

Titre de la communication: «La protection de la femme dans le DIH»

- * Participation à la troisième session du cycle d'études STRADEMED, Alger, mars 2002 – rapporteur du comité de travail sur la charte de paix et de stabilité en Méditerranée

- * Membre de la délégation algérienne au séminaire organisé au collège de défense de l'OTAN

Rome, octobre 2002

«La sécurité en Méditerranée»

Expert auprès du Ministre délégué chargé de la famille et de la condition de la femme

- Membre de la délégation algérienne pour l'adoption du protocole sur les droits de la femme en Afrique (Addis-Abeba, mars 2003)
- Membre de la délégation ministérielle algérienne au Forum sur le genre organisé par le secrétariat du NEPAD (Libreville, 27-30 avril 2003)

2 - Appartenance à des associations:

- Membre fondatrice de l'Association algérienne des relations internationales

Mr. Ibrahim SALAMA (Expert)

(Nominated by the Government of Egypt)

Name: Ibrahim SALAMA
Date and place of birth: 21 June 1959, Egypt
Nationality: Egyptian
Status: Married with two children
Languages: Arabic, French, English

Current position:

Ambassador to the Republic of Portugal (October 2003-current)

Governmental positions:

- Director of Legal Department and Multilateral Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (2002-2003).
- Director of Research and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (2001-2002).
- Deputy Permanent Representative at the Permanent Mission of the Arab Republic of Egypt in Geneva (1997-2001).
- Counsellor, Deputy Director of Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (1995-1997).
- Counsellor at the Embassy of the Arab Republic of Egypt in New Delhi, India (1991-1995).
- First Secretary, Legal Affairs, Cabinet of the Minister of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (1989-1991).
- Second Secretary, Embassy of the Arab Republic of Egypt in Paris, France (1984-1988).
- Third Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (1982-1984).
- Diplomatic Attaché, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Cairo, Egypt (1981-1982).
- Maître de Conference, Faculty of Law, Section of Public International Law, Cairo University (1979-1981).

Non-governmental positions:

- Senior adviser to the President of the Egyptian Parliament for International Affairs (1995-2003).
- Legal adviser, Cairo Regional Center for International Commercial Arbitration, CRCICA (1982-2000).
- Member of the Egyptian National Committee for the promotion of International Humanitarian Law (2000-2003).

Academic qualifications:

- PhD (Doctorat d'Etat) in Public Law, University of Paris XI (1988), Distinction: Très Honorable
- Diploma of Post-Graduate Specialized Studies (DESS), International Organizations, Paris University XI (1983).
- Diploma of the International Institute of Public Administration, Paris, International Political Relations (1983).
- Licencié en Droit with honours from the University of Cairo (1979).

Professional activities:

- Coordinator of numerous working groups and drafting committees under the auspices of the United Nations Commission on Human Rights (1997-2001).
- Member of the Expert Group for the elaboration of the statute of the International Criminal Court (ICC), ISISC, Syracuse, Italy, 1997.
- Personal Representative of the President of the IPU Council at the Expert Group meeting at UNESCO in Paris for the elaboration of the "Universal Declaration on Democracy", 1996.
- Head of the Egyptian delegation to the Preparatory Committee established by the General Assembly resolution 46/50 for the elaboration of the draft statute of the ICC.
- Member of the Expert Group established by UNEP in collaboration with the American University of Washington for the elaboration of draft environmental law principles (1995-1997).
- Liaison officer for Egypt to the AALCC, New Delhi, 1991-1995.
- Member of the OIC expert group for the elaboration of human rights instruments within OIC (1998-2000).

- Coordinator of the Egyptian defence team at Taba Arbitration Tribunal, Paris (1984,1988).
- Member of the Egyptian delegation on the Palestinian Autonomy Talks between Egypt and Israel following the Camp David Accords (1981-1984).

Academic activities:

Lectured in international law and human rights law at:

- International Institute of Higher Studies in Criminal Sciences (ISISC), Syracuse, Italy.
- Cairo University, American University, Institute for Judicial Studies, Police Academy, Institute of Business Law, Institute for Diplomatic Studies, Institute for High Islamic Studies, the Egyptian Association of International Law, Cairo, Egypt.
- Institute for Defence Studies and Analysis, New Delhi.
- Danish Association of United Nations, Copenhagen.

Publications and papers presented to international seminars:

- *Integration of Human Rights Norms in the Egyptian Legal System*, published by the Institute of Comparative Law, University of Paris II, 1998.
- *Islamic Perspectives to the Universal Declaration of Human Rights*, published by "International Politics Revue", Cairo, 1998.
- *War crimes in the International Criminal Court's draft statute*, published by "Military Academy Revue", Cairo, 1995.
- *International Collective Security System in the light of the Gulf War*, published by "International Politics Revue", Cairo, 1991.
- *Maritime Boundaries of Egypt*, published by the Institute of Arab Studies, Cairo, 1991.
- *North-South perspectives to the Right to Development*, Seminar organized by the United Nations Danish Association for the United Nations, Copenhagen, November 1999.
- *National Legislations and International Human Rights Standards*, Seminar organized by the APT, Geneva, September 1999.
- *The Review of Human Rights Mechanisms*, Seminar organized by the Graduate Institute of International Studies, Geneva, March 1999.
- *Multilateral Investment Agreements and the Right to Development*, Seminar organized by Cairo University and CRCICA, Cairo, 1997.

- *Recent Developments of the Rights of Refugees*, Seminar organized by the High Commissioner for Refugees and the Cairo Center for International Political Studies, Cairo, 1996.
- *The Arab World and the International Criminal Court*, Seminar organized by the Egyptian Association for Penal Law, Cairo, 1996.
- *International Security and Human Rights Law*, Seminar organized by IDSA, New Delhi, 1995.
- *The Protection of Human Rights in the Jurisprudence of the Egyptian High Constitutional Court*, Seminar organized by the “Francophonie”, Cairo, 1995.
- *The Role of Commercial Arbitration in Economic Development: Developing Countries Perspectives*, CRCICA, 1991.
- *The New Egyptian Arbitration Law*, publications of CRCICA, Cairo, 1990.

Mr. Amani KANDIL (Alternate)

(Nominated by the Government of Egypt)*

Amani Mohamed KANDIL, Ph.D.

General information:

Address: 8, Abd El Raouf St., New Maadi
Off El Gazayer SQ - Cairo, Egypt
Tel.: (20)(2) 7544180
(20)(12) 2153488
email: chabaka@link.com.eg

Place of birth: Monoufia, Egypt

Nationality: Egyptian

Social status: Married

Present position: Executive Director
Arab Network for NGOs
Tel.: (20)(2) 735-8011/735-8012
Fax: (20)(2) 736-1072

Languages: Arabic and English

Education:

1985	Ph.D. in Political Science. Cairo University, Cairo - Egypt. Dissertation title: <i>"Economic Policy Making in Egypt 1974-1981"</i> .
1980	M.A. in Political Science. Cairo University, Cairo - Egypt. Thesis title: <i>"The Communication System and Political Development"</i> .
1979	Diploma in Arab Studies. Institute of Arab Studies, Cairo - Egypt.
1976	Production Management Course. Radio Netherlands Training Center, The Netherlands.
1973	Completed Graduate Courses towards an M.A. in Political Science.
1970	B.A. in Political Science. Cairo University, Cairo - Egypt.

* The Arabic version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the secretariat.

Professional experience:

Dec. 1997-to date	Executive Director, Arab Network for NGOs, Cairo - Egypt.
1993-1997	Consultant, the Follow-Up Committee for Arab NGOs, Cairo - Egypt.
1980-1993	Expert on Public Policies and Public Opinion, the National Center for Social and Criminological Research (NCSCR), Cairo - Egypt.
1990-1995	Lecturer, NGOs course, Cairo University, Cairo - Egypt.
1989-1994	Local Associate in the International Comparative Project of Non-Profit Sector, Institute of Public Policies, the Johns Hopkins University.
1986	Coordinator of Human Rights Report.
1988-1990	Coordinator of Annual Report, Arab Labour Organization.
	Coordinator of the High Education Project, Center for Political Studies and Research. Cairo University, Cairo - Egypt.
1985	Political writer, for: <i>Al-Ahram</i> (Egypt), <i>Al-Khalij</i> (United Arab Emirates), and <i>Akhbar Al-Khalij</i> (Bahrain) newspapers, <i>Al-Ahram Al-Iqtisadi</i> Magazine (Egypt).
1982-1985	Production of cultural programmes, the Egyptian Radio.
1972-1981	Announcer and Producer, the Egyptian Radio.

Associations:

2000-2003	Board member, the National Council for Women
1999-2003	Board member, Civicus International
1999-2002	Board member, International Committee for the Preparation of the International Year of Volunteers (2001).
	Board member, International Association for Volunteer Effort (IAVE).
1996-1999	Co-Chairperson, International Food and Agricultural Development (IFAD), NGOs International Committee.
1995-2001	Board member, International Society for the Third Sector (ISTR).
1986-1990	Head, Amnesty International Groups, Cairo - Egypt.
1985	Board member, the Arab Organization of Political Science.

Research interests:

Civil Society and the Third Sector in the Arab Region

Public Policy Analysis

Public Opinion Polls

Comparative Politics

Interest Groups in Egypt

Egyptian Political System

Human Rights in the Arab World

Publications:

- | | |
|------|---|
| 2003 | The Global Civil Society, Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram, Cairo.

Globalization and Civil Society, Salzburg Seminar, Austria. |
| 2002 | The second annual report on NGOs in the Arab countries.

Egyptian Women in Civil Society. |
| 2001 | The First Annual Report, NGOs in Arab Countries (ed.).

The Civil Society in Egypt, Center for Strategic and Political Studies, Al-Ahram, Cairo. |
| 1999 | The Socio-Economic Contribution of Arab NGOs (ed.) Arab Network for NGOs.

The Egyptian civil society in hundred years, political experience.

The Egyptian project law for NGOs in the international and regional context, democracy group, Cairo.

The Egyptian NGOs in the process of human development.

Theoretical studies on the concept and role of NGOs in the developing countries. |
| 1998 | The role of Arab NGOs in achieving the goals of the international conference of population. |

Publications: (continued)

- 1998 Evaluating the contribution of Arab NGOs in achieving the recommendations of the international conference for social development.
- Evaluating and planning Arab NGOs.
- 1997 Evaluating the development of NGOs studies in the Arab region.
- Al-Mustaqbal Al-Arabi* (The Arab Future), No. 222, August 1997.
- Evaluating the process of democratization in Egypt.
- The international and regional context for enhancing women's NGOs in the Arab region.
- 1996 Arab philanthropic associations. A vision for the future.
- The needs of NGOs in Egypt, field study.
- The social and cultural history of women NGOs in Egypt, New York University.
- 1995 The role of NGOs in light of the economic structure adjustment in Egypt.
- Evaluating the role of Egyptian NGOs active in development, a case study.
- Vulnerable groups in the Arab world, the responsibilities of Arab NGOs.
- Reproductive rights in Egypt, women perceptions.
- 1993 The social history of NGOs in Egypt.
- Economic crimes in Egypt, a case study on engineers syndicates.
- Evaluating the performance of islamists in professional groups.
- Foundations in the Arab world.
- Religious associations in Egypt, evaluating the role in social policy.
- 1992 Health policies and family planning, an assessment in the impact of quality in (18) governorates in Egypt, Cairo Demographic Center, Cairo - Egypt. (March)
- Evaluating the role of mass media towards disabled persons in the Arab region, United Nations, Amman - Jordan. (October)
- Policies analysis towards aged persons in the ESCWA region, United Nations, Amman - Jordan. (December)

Publications: (continued)

- 1992 Cultural policy in Egypt, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt. (December)
- 1991 Questionnaire as a method in field research, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (November)
- Designing field research, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (March)
- Interest groups in Egypt, Center for Political and Strategic Research, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt. (November)
- Businessmen groups and privatization in Egypt, MESA conference, Texas - United States. (November)
- 1990 Social security system and policies in the Arab world with special emphasis on voluntary associations, ESCWA, United Nations, Baghdad - Iraq. (May)
- Islamic movements in the Egyptian syndicates, the French Cultural Center CEDEJ, Cairo - Egypt. (May)
- 1989 Educational challenges in the 1990s, the third annual conference in political science, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- The social framework for disabilities in the Arab world, United Nations conference on the capabilities and needs of disabled persons in the ESCWA region, Amman - Jordan. (November)
- Business associations and labour, interest representation in Egypt. Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (July)
- Interest groups studies in Egypt, seminar on the global and specific approaches, Paris - France. (July)

Research work:

- 1989 High education in Egypt, policy making process, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (May)
- Egyptian interest group, the Arab strategic report 1988. The Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt. (October)

Research work: (continued)

- 1988 Business associations and foreign policy in Egypt, the second annual conference for political science, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- Egyptian interest groups, the Arab strategic report 1987, the Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt.
- Cultural policy analysis, policy programme research, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.
- 1987 The relation between interest groups and political system in Egypt, a case study of teachers' association, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- 1986-1987 Public opinion polls: Type of land ownership in Egypt, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.
- 1986 Egyptian interest groups, the Arab strategic report 1986. The Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt.
- Programme for training primary schoolteachers, an assessment study, IDRC Canada, Cairo - Egypt.
- 1985-1986 Public opinion polls: Egyptian nuclear policy, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.
- The violation of human rights in the Arab world 1985: a general report, Arab Organization of Human Rights, Cairo - Egypt.
- 1985 Public opinion polls: Egyptian subsidy policy, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.

Publications:

- 2001 The Civil Society in Egypt, Center for Strategic and Political Studies, Al-Ahram, Cairo
- 1999 The Socio-Economic Contribution of NGOs in Arab Countries (ed.).
- The Arab Network for NGOs (under establishment), Cairo - Egypt.
- Analysing the Main Results of Data Base Project of Arab NGOs in Eight Arab Countries (ed.), the Arab Network for NGOs (under establishment), Cairo - Egypt.

Publications: (continued)

- 1999 The Egyptian Project Law in the International and Regional Context, Democracy Development Group, Cairo - Egypt.
- 1998 Voluntary Work and Social Change in Egypt, Center for Political and Strategic Studies, Cairo - Egypt.
- 1997 Non-Profit Sector in the Developing Countries, the Johns Hopkins University, Baltimore - United States.
- 1996 The Political Role of Professional Groups in Egypt, Doctors Syndicate, Case Study, Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt.
- NGOs Training Institutions in the Arab World (Principal Investigator and Editor), the Follow-Up Committee for Arab NGOs, Cairo - Egypt.
- 1995 Civil Society in the Arab World, Al-Mostakbal Al-Arabi, Cairo - Egypt.
- NGOs in Egypt, Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt.
- NGOs Directory in Egypt, Center for Political and Strategic Studies, Al-Ahram Foundation, Cairo - Egypt.
- Civil Society and Democratization in Egypt, Ibn Khaldoun Center, Cairo.
- 1994 Defining the Non-Profit Sector in Egypt, the Johns Hopkins University, Baltimore - United States.
- Democratization in Egypt (1981-1993), Ibn Khaldoun Center, Cairo - Egypt.
- Democratization and Professional Groups, Center for Political Development, Cairo - Egypt.
- Political Participation in Professional Groups, Center for Arab Studies, Cairo - Egypt.
- 1993 Evaluating Associations Role in Egypt, in Saad Eddine Ibrahim (ed.), Ibn Khaldoun Center, Cairo - Egypt.
- 1992 The Elite and Political Parties in Egypt, Public Opinion Polls, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.
- Interest Groups in Egypt, in: The Arab Strategic Annual Report, Al-Ahram, Cairo - Egypt.

Publications: (continued)

- 1991 High Education in Egypt, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt.
- Professional Groups and Gulf War, in: Gulf War, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt.
- 1990 Educational Policies in Egypt and Sudan, Arab Thought Forum, Amman - Jordan.
- 1989 Economic policy making in Egypt, Al-Ahram Al-Iktessadi Book, Cairo - Egypt.
- Evaluating Public Policies, (ed.), National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt.
- Evaluation in Political Science, in: Said Abdel-Muttalib (ed.), Public Policies Evaluation, Center for Political Studies and Research, Cairo University, Cairo - Egypt.
- Islamic Power and Interest Groups in Egypt, Qaddiya Fekria, Vol. 8, Cairo - Egypt.
- 1988 Interest Groups and 1987 Elections, in: Ali Eddin Hilal (ed.), Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt.
- 1987 The Role of Parties and Interest Groups in Public Policies, in: Ali H. Dessouki (ed.), Public Policies Analysis, Cairo University, Cairo - Egypt.
- Education Policy, Political Point of View to New Issues and Fields in: Policy Analysis in Egypt, Cairo University, Cairo - Egypt.
- With Saad Eddine Ibrahim: Social Policies, in: The Arab World, ESCWA - United Nations.
- Public Policy Studies, in: Ali H. Dessouki (ed.), New Approaches in Political Science: A Critical View: Cairo, Cairo University, Cairo - Egypt.
- 1986 Political Evolution and Public Policy Making in Egypt, in: Ali H. Dessouki, the Democratic Evolution in Egypt, Cairo University, Cairo - Egypt.
- The Arab Sat and the Problem of Integration, in: The Arab Satellite Between Earth Problems and Space Possibilities, Arab Thought Forum, Amman - Jordan.
- New Interest Groups in Egypt, Al-Talia, Cairo - Egypt. (February)

Publications: (continued)

- 1986 Policy making in Egypt, Qaddia Fekria. (September)
- 1985 The Nairobi Conference and International Peace, Arab Human Rights Magazine. (July)
- 1984 Egypt and the Non-Aligned Movement, Al-Slassa Al-Dawleya. (April)
- Public Policy Studies in the Arab World, Sh'oun Arabia. (February)

Conferences:

- 1999 The Role of NGOs in Human Development, the General Union of NGOs, Cairo - Egypt. (March)
- The Arab Conference for Human Rights. The Arab Organization for Human Rights (AOHR), Cairo - Egypt. (June)
- “EL-KHEIR EL-ARABI” Second Conference. (June)
- Third CIVICUS World Assembly for the Arab Region. Manila - Philippines. (September)
- 1998 The International Conference for the Third Sector Researchers, ISTR, Geneva - Switzerland. (July)
- The International Conference for Volunteers, IAVE, (ed.) - Canada. (August)
- The Arab Conference on the Implementations of ICPD Programme, United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (UN-ESCWA), Beirut - Lebanon. (December)
- 1997 The Second Conference for Arab NGOs, Cairo - Egypt. (May)
- 1996 The Annual Consultancy Meeting and the International Forum of the International Fund for Agricultural Development (IFAD), Rome - Italy. (June)
- The International Society for the Third Sector Research (ISTR) Conference, Mexico. (July)
- The International Association for Volunteer Effort (IAVE) Conference, South Africa. (September)

Conferences: (continued)

- 1996 Visits:
The Training and Research Institutions in New York, United States (January)
The NGOs and Refugees' Training Centers, Canada. (November)
- 1995 The First World Conference for CIVICUS, Mexico. (January)
- The Third Preparatory Meeting of the Fourth International Conference for Women in Beijing - New York, United States. (March)
- The Independent Sector Annual Conference - Washington, United States. (March)
- "AL-KHEIR AL-ARABI" Conference which included the Arab Charitable Association and the Funding Organizations. (May)
- The International Fund for Agricultural Development (IFAD) NGOs Consultancy Meeting, Rome - Italy. (June)
- The Women NGOs Forum, Beijing. (August-September)
- Seminar on Social Changes and Vulnerable Groups in the Middle East (UNICEF Amman Regional Office and the Arab Thought Forum), Amman - Jordan. (November)
- Seminar on NGOs and Political Economy in Egypt - The Center of Political and Strategic Studies, Cairo - Egypt. (December)
- 1994 Reproductive Health Rights of Women, Rio de Janeiro - Brazil. (January)
- Annual Conference of Professional Group, Cairo - Egypt. (January)
- Health Survey in Egypt, Cairo Demographic Center, Cairo - Egypt. (February)
- Non-Governmental Organizations in the Arab World, Arab Thought Forum, Amman - Jordan. (March)
- The Preparatory Conference of Population, United Nations, New York - United States. (April)
- 1993 Promoting a Caring Society, Independent Sector, Texas - United States. (March)
- Workshop on the Role of NGOs in National Strategies in the Middle East, Cairo University, Cairo - Egypt. (March)

Conferences: (continued)

- 1993 International Conference on Human Rights, United Nations, Vienna - Austria. (June)
- Seminar on Foundations, Sorbonne University, Paris - France. (October)
- International Forum for Non-Governmental Organizations Active in Family Field, United Nations, Malta. (November)
- International Experts Meeting for Studying the Third Sector, CIVICUS, Tunis - Tunisia. (November)
- Children Rights, Arab Non-Governmental Organizations Meeting, UNICEF, Amman - Jordan. (December)
- Annual Political Science Conference, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- Democratization in the Arab World, Ibn Khaldoun Center, Cairo - Egypt. (December)
- 1992 International Conference on Philanthropic Organizations, Indiana University, Indiana - United States. (March)
- Social Science Annual Conference, Cairo - Egypt. (April)
- The John Hopkins University Conference on Non-Profit Sector, Italy. (October)
- Evaluating the Role of Mass Media towards Disability Issues in the Arab World, United Nations. (October)
- Arab Strategic Report Conference, Cairo University, Cairo - Egypt. (November)
- Annual Conference for Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- 1991 The Johns Hopkins University Conference on Non-Profit Sector, International Comparative Study Group, London - United Kingdom. (January)
- Professional Groups Annual Conference, Cairo - Egypt. (January)
- Economics Studies Annual Conference, Cairo University, Cairo - Egypt. (April)
- Social Science and Statistics Annual Conference, Cairo - Egypt. (April)

Conferences: (continued)

- 1991 Arab Strategic Annual Conference, Cairo University, Cairo - Egypt.
(October)
- Privatization Process in Egypt Seminar, Cairo University, Cairo - Egypt.
(November)
- Evaluating Policies towards Disabled Persons in the Arab World,
United Nations, Amman - Jordan. (November)
- The Middle East Studies Annual Conference, Texas - United States.
(November)
- Annual Conference for Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt.
(December)
- 1990 The Future of Education in the Arab World, Arab Thought Forum,
Amman - Jordan. (May)
- Privatization in the Arab World, North Eastern University, Boston -
United States. (February)
- Political Pluralism in the Arab World, Arab Association for Political
Science, Baghdad - Iraq. (February)
- The Third Annual Conference for Political Science, Cairo University,
Cairo - Egypt. (December)
- NGOs in the Arab World, Arab Development Fund, Cairo - Egypt.
(November)
- The United Nations Conference on the Capabilities and Needs of
Disabled Persons in the ESCWA Region, Amman - Jordan. (November)
- The Arab World, Global and Specific Approaches, Centre de Recherches
et d'Etudes Internationales and Center for Political Research and Studies,
Paris - France. (July)
- Conference on Dynamics of States and Societies in the Middle East,
Cairo - Egypt. (June)
- The Salzburg Seminar on Human Rights, Austria. (May)
- Privatization Strategies and Techniques for Development, Center for
Privatization, Washington University, Washington D.C. - United States.
(February)

Conferences: (continued)

- 1988 The Second Annual Conference for Political Science, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- Private Sector in Egyptian Public Policies, Center for Political Research and Studies, Cairo University, Fayoum - Egypt. (November)
- The International Programme for Human Rights, Institute of Human Rights, Strasbourg. (July)
- The Second Arab Meeting for Teaching Human Rights, International Institute of Criminological Sciences, Syracuse. (June)
- Public Policies Evaluation in Egypt, the National Center for Social and Criminological Research, Fayoum - Egypt. (April)
- 1987 Public Policy Research in Egypt, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Alexandria - Egypt. (December)
- The First Annual Conference for Political Science, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (December)
- Public Policy Analysis Seminar, Center of Political Research and Studies, Cairo - Egypt. (November)
- North and South Dialogue, Friedrich Naumann Foundation, Brussels - Belgium. (November)
- Arab Conference on Education Future, Arab Thought Forum, Manama - Bahrain. (October)
- Political Science in Arab Work, American University in Cairo, Cairo - Egypt. (September)
- Human Rights in the Arab World, UNESCO and the Arab Organization for Human Rights, Cairo - Egypt. (May)
- Public Policy Research in Egypt, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (November)
- The First Meeting of Arab Representative Groups of Amnesty International, London - United Kingdom. (March)
- The Law Approaches in Political Science, Arab Association of Political Science, Larnaca - Cyprus. (January)

Conferences: (continued)

- 1986 The New Approach in Political Science, A Critical View, the Center for Political Research and Studies, Cairo University, Ismailia - Egypt. (December)
- The Egyptian Political System, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Cairo - Egypt. (June)
- The Arab Satellite and the Horizons of Developing National Culture. The Arab Thought Forum, Amman - Jordan. (March)
- 1985 Democratic Evolution in Egypt, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University, Aswan - Egypt. (December)
- 1982 Public Opinion of the Third World, the National Center for Social and Criminological Research, Cairo - Egypt. (May)

Mr. Fisseha YIMER (Expert)

(Nominated by the Government of Ethiopia)

Name: Fisseha YIMER

Date of birth: 2 August 1940

Nationality: Ethiopian

Marital status: Married, with two children

Education: LL.B. (with distinction) Addis Ababa University, 1970
(awarded the Chancellor's Medal)

LLM, University of Pennsylvania, United States of America, 1972

Professional experience

- Member, United Nations Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights since 1981 and Chairman-Rapporteur of its Working Group on Communications since 1982.
- Vice-Chairman, thirty-seventh session, United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1983.
- Chairman, forty-first session, United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1989.
- Ambassador, Permanent Representative of Ethiopia to the United Nations and other International Organizations, Geneva, since 1996.
- Head of Mission, Permanent Mission of Ethiopia to the United Nations and other International Organizations, Vienna, 1992-1996.
- Ambassador of Ethiopia to Switzerland, since February 2001.
- Vice-Chairman, Executive Committee, UNHCR, 2001-2002.
- Chairman, Executive Committee, UNHCR, 2002-2003.
- President, Conference on Disarmament, February-March 2002.
- Chairman, Committee on Technical Cooperation, Governing Body, International Labour Organization, 1999-2002.
- Vice-Minister for Foreign Affairs, Ethiopian Government, March 1990-November 1991.

- Head, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Ethiopian Government, September 1977-March 1990.
- Lecturer/Assistant Professor (public international law), Faculty of Law, Addis Ababa University, July 1972-September 1977.
- Deputy Dean, Faculty of Law, Addis Ababa University, July 1974-February 1977.
- Legal Expert, Office of the Auditor-General, Ethiopian Government, 1970-1971.
- Judge, High Court of Ethiopia, March-October 1975.
- Secretary, National Law Revision Commission, Government of Ethiopia, November-June 1975.
- Participant, External Programme, The Hague Academy of International Law, Nairobi, Kenya, 1976.
- Participant, 1977 session of the Centre for Study and Research in International Law and Relations, The Hague Academy of International Law, August-September 1977. Theme: The Legal Regime of International Rivers and Lakes.
- Representative of Ethiopia to the nineteenth session of the Asian-African Legal Consultative Committee, Doha, Qatar, January 1978.
- Representative of Ethiopia to the first and second sessions of the United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties, Vienna, April-May 1977, July-August 1978.
- Leader of the Ethiopian Delegation to the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, 1978-1982.
- Representative of Ethiopia to the first-fifth sessions of the Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea, Kingston, Jamaica, March-April 1983; August-September 1984, Geneva; March-April 1985-1987, Kingston, Jamaica.
- Representative of Ethiopia to the Sixth Committee (Legal) of the United Nations General Assembly during the thirty-third, thirty-fourth, thirty-fifth, thirty-eighth, fortieth, forty-first, forty-second and forty-third and fifty-third sessions.
- Member of the Board of Directors, Ethio-Djibouti Railway Organization, 1981-1992.

- Judge, Organization of African Unity Administrative Tribunal, 1981-1984.
- Member of the Ethiopian delegation, nineteenth, twentieth, twenty-first, twenty-second, twenty-third and twenty-sixth sessions of the OAU Assembly of the Heads of State and Government, Addis Ababa.
- Chairman, Inter-Ministerial Committee of Experts on Transboundary Rivers, Government of Ethiopia, 1988-1989.
- Alternate Governor, Board of Governors, International Atomic Energy Agency, September 1993-1995.
- Vice-President, Industrial Development Board, United Nations Industrial Development Organization, 1993-1994.
- Vice-President, thirty-seventh regular session, General Conference, International Atomic Energy Agency, September 1993.
- Chairman, African Group, Vienna, 1993.
- Member of the Ethiopian delegation, fifth session, General Conference, United Nations Industrial Development Organization, December 1993, Yaoundé, Cameroon.
- Member of the Ethiopian Delegation, United Nations World Conference on Human Rights, 14-25 June 1993, Vienna, Austria.

Publications

1. Reflections on United Nations Peacekeeping and Peace-Enforcement, *Ethioscope*, a quarterly publication of the Ministry of Foreign Affairs of Ethiopia, Vol. 1, No. 1.
2. The United Nations and Human Rights, *Ethioscope*, Vol. 2, No. 2.
3. International Law in the Constitution of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, *Ethioscope*, Vol. 1, No. 3.
4. The Convention on the Non-Navigational Uses of International Water Courses, *Ethioscope*, Vol. 3.
5. The United Nations and Collective Security - a reappraisal, *Ethioscope*, Vol. 6, No. 1.

6. *“State Succession and the Legal Status of International Rivers in the Legal Regime of International Rivers and Lakes”*, Martinus Nijhoff Publishers, The Hague, 1981, paper presented to the 1977 session of the Centre for Studies and Research in International Law and International Relations, The Hague Academy of International Law.
7. *Extradition in Ethiopian Law*, Journal of Ethiopian Law, 1986-1987.

Membership in professional and other societies

- American Society of International Law.
- National Geographic Society.

Ms. Halima Embarek WARZAZI (Expert)

(Nominated by the Government of Morocco)

- Née:** à Casablanca le 17 avril 1933.
- Juin 1957:** Licenciée ès lettres.
- Novembre 1957:** Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères.
- Août 1959 à septembre 1961:** Attachée culturelle à Washington.
- Septembre 1962 à octobre 1963:** Attachée de cabinet du Ministre de la santé et chargée de la Division de l'assistance sociale.
- En 1964:** Attachée de cabinet du Ministre des affaires étrangères.
- Septembre 1966:** Présidente de la Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles de l'Assemblée générale des Nations Unies à la vingt et unième session. Adoption des Pactes internationaux sur les droits de l'homme sous cette présidence.
- Février 1968:** Membre du Conseil national et de la promotion nationale.
- Mai 1968:** Membre de la délégation marocaine à la Conférence internationale des droits de l'homme de Téhéran.
- Mai 1968:** Représentante du Maroc à la Commission de la condition de la femme pour une période de trois ans.
- Février 1986:** Membre de la délégation marocaine à la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme.
- Juin 1971:** Membre de la délégation marocaine à la huitième Conférence au sommet de l'OUA.
- Juin 1972:** Membre de la délégation marocaine à la neuvième Conférence de l'OUA.
- 1959 à 1995:** Membre de la délégation marocaine à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1973 à 1978 et de 1993 à 2003:** Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.
- 1973:** Nommée Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur l'exploitation de la main-d'œuvre pour un trafic illicite et clandestin.
- Janvier 1974 à 1978:** Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

- 1974 à 1984:** Membre de la Commission de la fonction publique internationale. Membre du Comité d'honneur de la Fédération des villes jumelées. Membre du Comité d'honneur de l'Institut international des droits de l'homme (René Cassin).
- 1978:** Présidente de la délégation marocaine à la Conférence mondiale contre le racisme (Genève).
- 1980:** Rapporteur de la Sous-Commission.
- 1983:** Présidente de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.
- 1982 à 1986:** Président-Rapporteur du Groupe de travail de la Troisième Commission de l'Assemblée générale sur les droits des non-ressortissants.
- 1985 à 1986:** Président-Rapporteur du Groupe de travail de la Sous-Commission sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants.
- Janvier 1990:** Directeur des organisations internationales au MAEC (Maroc).
- 1986 à 2003:** Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des fillettes.
- Septembre 1991 à 1993:** Présidente du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.
- Janvier 1993:** Ambassadeur à l'Administration centrale.
- Juin 1993:** Présidente de la Commission principale de la Conférence mondiale de Vienne des droits de l'homme.
- Juin 1998 à 1999: et 2000 à 2002:** Présidente du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage de la Sous-Commission.
- Juillet 1997 à 2000:** Membre du Comité consultatif de l'UNESCO pour l'éducation à la paix, aux droits de l'homme, à la démocratie, à la compréhension internationale et à la tolérance.
- Décembre 2002:** Nommée par S. M. le Roi, membre du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH).
- 28 juillet au 15 août:** Présidente de la cinquante-cinquième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.
-

Ms. Valerie NICOL (Expert)

(Nominated by the Government of Sierra Leone)

Biographical data

Name and first name:	NICOL, Valerie Mary Diana
Date and place of birth:	24 February 1955, Freetown, Sierra Leone
Working language:	English
Current position:	Private legal practitioner (since 1989)
Main professional activities:	Clerk, Law Officers Department, 1976-1977 State Counsel (prosecution, criminal litigation and drafting), Law Officers Department, 1982-1988 Legal Counsel, National Commission for Democracy and Human Rights (NCDHR) Member Sierra Leone Bar Association Member, Legal Access through Women Yearning for Equality, Rights and Social Justice (LAWYERS) Member, Technical Committee for Women Ministers and Parliamentarians (NEWMAP).
Educational background:	BA (Fourah Bay College, University of Sierra Leone), 1976 LL.B (Buckingham University College, United Kingdom), 1981 Degree of the Utter Bar (Council of Legal Education, London, United Kingdom), 1982
Other activities relevant to human rights promotion and protection:	Participation in international and regional conferences: Women and Law in West Africa (Accra, 1996); The African Charter on Human and Peoples Rights (Accra, 1977); twenty-sixth session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (Kigali, 1999); Sixth African Regional Conference on Women (Addis Ababa, 1999); African Dialogue II (Arusha, 2002); and Advocacy Bridge Training Programme during the fifty-eighth session of United Nations Commission on Human Rights (Geneva, 2002).

Participation in national conferences, seminars and workshops: the Convention on the Rights of the Child (UNICEF and Sierra Leone Bar Association, 1996); Street Children (Plan International, 1996); The role of youth in sustaining democracy in Sierra Leone (Rotary Club, 1997); Men and women in a time of change: counting the cost of gender equality (UNFPA, 2000); Creating an enabling environment for the consolidation of the Rule of Law in post-war Sierra Leone (UNAMSIL, Sierra Leone Bar Association, 2001); and Women and men in partnership for post-conflict reconstruction (Commonwealth Secretariat and Government of Sierra Leone, 2001)

List of most recent
relevant publications:

“Women and the law in West Africa”, Human Rights Study Centre, Faculty of Law, University of Ghana (Lagon)

“The role of women in the development process in Sierra Leone”, UNICEF (Sierra Leone) (2000)

“Gender equality and the Rule of Law in post-war Sierra Leone”, UNFPA (Sierra Leone) (2001)

“Promoting gender equality through legal reform”, Sierra Leone Bar Association (2001)

Mr. Emanuel SHEARS-MOSES (Alternate)

(Nominated by the Government of Sierra Leone)

Name and first name:	SHEARS-MOSES, Emanuel Ekundayo
Date and place of birth:	26 February 1950, Freetown, Sierra Leone
Working language:	English
Current position:	Barrister and Solicitor, in private practice (since 1983)
Main professional activities:	Administrative Officer, Government of Sierra Leone, 1970-1971 Magistrate, 1979-1983 Lecturer, Fourah Bay College, University of Sierra Leone, 1996-present Member, Police Council, 1996-2003 President, Sierra Leone Bar Association, 1999-2001 Member, Judicial and Legal Service Commission, 1999-2003 Member, Law Reform Commission, February 2003
Educational background:	BA (University of Lagos, Nigeria, 1969) LL.B (Hons.) (London University, 1976) MA Business Law (City of London Polytechnic, 1978) BL (Inns of Court School of Law, Gray's Inn, London, 1979)
Other activities relevant to human rights promotion and protection:	Chair, Committee of Inquiry into situation in the Freetown Central Prison, 2000 Served as defence counsel in the historic treason trials and Court Martial, following the 1997 coup against the democratically-elected Government of Sierra Leone Participated in First All-Africa Colloquium on clinical education, Durban, 2003

Mr. Mohamed Habib CHERIF (Expert)

(Nominated by the Government of Tunisia)

Nom: CHERIF

Prénom: Mohamed Habib

Date et lieu de naissance: 22 mars 1956 à Bèjâ (Tunisie).

État civil: Marié et père de 4 enfants.

Carte d'identité nationale: 00532956 du 19 janvier 1998 à Tunis.

Diplômes:

- Doctorat d'État en droit (mention: Très honorable avec félicitations du Jury et recommandation de publication. Thèse sur «L'ordre public familial»).
- Diplôme des études approfondies en droit privé général (droit civil, droit commercial, droit social, droit pénal...).
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat.
- Maîtrise en droit privé.
- Baccalauréat lettres.

Parcours professionnel:

- Magistrat de l'ordre judiciaire depuis 1981, ayant siégé à la justice cantonale de Sousse, aux tribunaux de première instance de Sousse, Mabdia, et Monastir, aux cours d'appel de Sousse et Monastir.
- Magistrat attaché au Ministère de la justice, depuis janvier 1991.
- Magistrat chercheur, puis Chef de groupe de travail au Centre d'études juridiques et judiciaires du Ministère de la justice, de janvier 1992 à janvier 1994.
- Chargé de mission au cabinet du Ministre de la justice, Président de l'Unité des droits de l'homme de janvier 1994 à décembre 1999.
- Chef de cabinet du Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie depuis le 17 décembre 1999.

Activité scientifique:

1) Enseignement:

- Enseignement du droit civil de la famille à la Faculté de droit de Sousse (de 1987 à 1999).
- Enseignement de la criminologie à la Faculté de droit de Sousse (de 1989 à 1991).
- Enseignement du droit pénal des affaires à la Faculté de droit de Tunis (1994).
- Enseignement du droit du Statut personnel, et des droits de l'homme à l'Institut supérieur de la magistrature (1997).
- Enseignement du droit de la procédure pénale à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (1999).
- Enseignement à la Faculté de droit de Tunis du droit de la procédure civile et commerciale aux étudiants du *Master* de droit privé, et des droits de l'homme aux étudiants du *Master de sciences criminelles* (2003).

2) Ouvrages:

- «La législation du Statut personnel et de l'état civil en Tunisie» (1987).
- «La Constitution de la République tunisienne» (en arabe, annotée, 1994).
- «Le Code du Statut personnel» (en arabe, annoté, 1992).
- «Le Fonds de garantie de la pension alimentaire et de la rente du divorce» (en arabe, 1994).
- «Analyse du Code de protection de l'enfant» (en arabe, 1997).
- «La procédure de l'injonction de payer: Célérité et garanties» (en arabe, 1998).
- «Le dispositif juridique des droits de la femme en Tunisie (1956/1999), 3 volumes (en arabe, 1999).
- L'ordonnance judiciaire autorisant le mariage des mineurs» (en arabe, 2000).
- «Le Code de procédure civile et commerciale» (en arabe, annoté, 2002).
- «Le Code des obligations et des contrats» (en arabe, annoté, 2003).

3) Articles et études:

Publication de plusieurs articles et études dans des revues spécialisées, sur des questions juridiques et judiciaires, et des questions relatives aux droits de l'homme, de la femme, de l'enfant et de la famille, dont:

- Les générations des droits de l'homme (en arabe), Revue de jurisprudence et de législation 12/1998, p. 61.
- L'unité des droits de l'homme au Ministère de la justice (en français), RJL décembre 1998, p. 9.
- Données juridiques sur le procès équitable (en arabe), Revue de jurisprudence et de législation 6/2000, p. 11.
- Les droits de l'enfant en Tunisie entre la Convention internationale des droits de l'enfant et le Code de protection de l'enfant (en arabe), Revue de jurisprudence et de législation 1/2002, p. 13.
- La protection de l'enfant dans les conflits armés (en arabe), Revue de jurisprudence et de législation 7/2003, p. 13.
- Émancipation de la femme et équilibre familial (en arabe), Travaux du Colloque coorganisé par le Ministère de la femme et de la famille et le Centre d'études juridiques et judiciaires, juillet 1997, p. 97.
- Protection des droits de l'enfant en cas de dissolution de la famille en Tunisie, La protection juridique et sociale de l'enfant, IDEF (droit d'expression et d'inspiration française), Bruylant et IDEF (Colloque de Montréal 1992), p. 333.

Participation à la société civile:

- Représentant du Ministère de la justice à la Commission nationale de la femme et la famille (de 1993 à 1997).
- Secrétaire général de l'Association tunisienne de l'arbitrage et des procédures judiciaires (depuis 1993).
- Expert au Conseil supérieur de l'enfance (1993/1999).
- Représentant du Ministère de la justice au Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (de 1994 à 1999).
- Représentant du Ministère de la justice à la Commission nationale de l'éducation sur les droits de l'homme (de 1996 à 1999).
- Secrétaire général de l'Association sportive des arts martiaux (depuis 1999).

Participations aux manifestations internationales:

1. *Paris (France): 1986, participation à la célébration du 50^e anniversaire de la création de la Revue internationale de droit pénal et de criminologie.*
2. *Montréal (Canada): 1992, participation en tant que membre de la délégation tunisienne et au nom du Centre juridique et judiciaire au 22^e congrès de l'Institut international de droit d'expression française (IDEF) sur «la protection juridique et sociale de l'enfant».*
3. *Toulouse (France): mars 1994, participation au Colloque sur «Les évolutions récentes du droit du réfugié en Europe», organisé par le Centre d'études des droits de l'homme de l'Institut d'études politiques de l'Université des sciences sociales, Toulouse 1.*
4. *Abidjan (Côte d'Ivoire): juin 1994, participation au Séminaire régional organisé par l'ONU sur la rédaction et la présentation des rapports des États parties en application des conventions des droits de l'homme.*
5. *Genève (Suisse): octobre 1994, participation à la présentation du 4^e Rapport périodique de la Tunisie en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques devant la Commission des Nations Unies des droits de l'homme.*
6. *Genève (Suisse): 1995, participation aux travaux de la 51^e session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme.*
7. *Genève (Suisse): juin 1995, participation à la présentation du Rapport initial de la Tunisie en application de la Convention des droits de l'enfant devant la Commission des Nations Unies des droits de l'enfant.*
8. *Praia (Cap Vert): octobre 1995, participation à la 18^e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et présentation du Rapport de la Tunisie.*
9. *Boston, Washington, Chicago, Mississippi, San Francisco, Reno Nevada, New York (USA): du 2 au 25 mars 1996, tournée axée sur les institutions judiciaires, les droits de l'homme et l'arbitrage.*
10. *Genève (Suisse): avril 1996, participation aux travaux de la 52^e session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme.*
11. *Genève (Suisse): mars 1997, participation aux travaux de la 53^e session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, et à la réunion des institutions nationales des droits de l'homme.*
12. *Nouakchott (Mauritanie): avril 1997, participation à la deuxième réunion des experts juristes gouvernementaux en vue de la création d'une cour africaine, Colloque des droits de l'homme et des peuples.*
13. *Genève (Suisse): août 1997, participation aux travaux de la Sous-Commission des droits de l'homme.*

14. *Addis-Abeba (Éthiopie): décembre 1997, participation à la troisième réunion des experts juristes gouvernementaux en vue de la création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples.*
15. *Dakar (Sénégal): février 1998, participation à la Conférence régionale africaine pour la création de la cour internationale criminelle.*
16. *Genève (Suisse): avril 1998, participation aux travaux de la 54^e session de la Commission des droits de l'homme, et en tant que membre du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales à la réunion des institutions nationales des droits de l'homme.*
17. *Marrakech (Maroc): avril 1998, participation à la première rencontre méditerranéenne des institutions nationales des droits de l'homme.*
18. *Genève (Suisse): août 1998, participation aux travaux de la 50^e session de la Sous-Commission des droits de l'homme.*
19. *Port-Louis (Maurice): octobre 1998, participation au séminaire sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, organisé par le Centre africain pour la démocratie et les études sur les droits de l'homme.*
20. *Le Caire (Égypte): novembre 1998, participation aux travaux du symposium sur les expériences tunisienne et égyptienne relatives aux droits de la famille et de l'enfant.*
21. *Genève (Suisse): novembre 1998, participation aux travaux de la Commission contre la torture (présentation du 2^e rapport périodique de la Tunisie).*
22. *Paris (France): décembre 1998, participation aux rencontres des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme.*
23. *Genève (Suisse): novembre 1998, participation à la 55^e session des travaux de la Commission des droits de l'homme.*
24. *Genève (Suisse): avril 1999, participation aux travaux de la Commission des droits économiques et sociaux (présentation du rapport périodique de la Tunisie).*
25. *Paris (France): mai 1999, participation en tant qu'expert officiel à la réunion du Comité spécial de l'UNESCO.*
26. *Rabat (Maroc): juin 1999, participation en tant que représentant du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales à la réunion du Comité de suivi de la première rencontre méditerranéenne des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (présentation d'un rapport au nom de la Tunisie).*
27. *Genève (Suisse): août 1999, participation aux travaux de la Sous-Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme.*
28. *Delhi (Inde): septembre 1999, participation en tant que représentant du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux travaux du 8^e Symposium*

international contre la torture: «International Symposium on torture as a challenge to the health, legal and other professions».

29. *Paris (France): octobre 2000, participation à la Conférence de l'UNESCO sur le droit à l'éducation.*

30. *Montréal-Vancouver (Canada): mai 2001, participation au WEM (Marché international de l'éducation).*

31. *Marseille (France): décembre 2001, participation à la foire de l'informatique Net Expo 2001, et rencontre avec les étudiants tunisiens du sud de la France.*

32. *Genève (Suisse): novembre 2002, participation à la rencontre des experts organisée par le Haut-Commissaire des droits de l'homme sur l'interdépendance entre la démocratie et les droits de l'homme.*

33. *Montreux (Suisse): du 19 au 22 mai 2002, participation à la rencontre Africano Helvétique sur la Société du savoir, organisée par «Quali learning».*

Mr. Habib ACHOUR (Alternate)

(Nominated by the Government of Tunisia)

Nom et prénom: Habib ACHOUR.

Date et lieu de naissance: 28/04/1963 au Bardo.

Diplôme universitaire: Doctorat en droit de la faculté de Toulouse (France) 1990.

Profession: Avocat à la Cour de Cassation de Tunis.

I. Activités associatives:

- Ancien membre du Comité directeur de l'Association Tunisienne des Jeunes Avocats.
- Membre du Comité directeur de l'Association Tunisienne des Droits de l'Enfant.
- Président de l'Association Tunisienne Pour Les Victimes du Terrorisme.
- Vice-Président de la Municipalité du Bardo.

II. Participation à des manifestations et congrès internationaux, professionnels, associatifs en matière de Droits de l'Homme:

1. Manifestations associatives:

- Manifestation associative en marge du sommet de la Francophonie, Moncton (Canada) (1998).
- Colloque sur la situation des Droits de l'homme en Tunisie organisé par «les Avocats Européens Démocrates» et la «Fédération Nationale des Unions des Jeunes Avocats de France», Toulouse (France) (1999).
- Forum de la Société civile Euro-Méditerranéen, Marseille (France) (2000).
- Manifestation associative sur les Droits de l'homme dans les pays arabes organisée par «l'Organisation Arabe des Jeunes Avocats», Agadir (MAROC) (2001).

2. Participations aux congrès de l'Union Internationale des Avocats:

1996: Madrid (ESPAGNE).

1998: Nice (FRANCE).

1999: New Delhi (INDE).

2000: Buones Aires (ARGENTINE).

2001: Turin (ITALIE).

2003: Lisbonne (PORTUGAL).

3. Participation aux congrès de l'Union des Avocats Arabes:

1997: Sousse (TUNISIE).

2000: Beyrouth (LIBAN).

2003: Le Caire (ÉGYPTTE).

4. Participation aux sessions de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies:

2001: Genève (SUISSE).

2002: Genève (SUISSE).

2003: Genève (SUISSE).

5. Participation aux sessions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples:

2000: Alger (ALGÉRIE).

2001: Cotonou (BÉNIN).

Mr. ASSOUMA Aboudou (Expert)

(Nominated by the Government of Togo)

Nom et Prénom: ASSOUMA Aboudou

Né en 1945 à Kara, Préfecture de la Kozah

- Études Primaires et Secondaires à Kara
- Études Supérieures à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Toulon-France
- Licencié en Droit, Option Profession Judiciaire
- Diplômé de l'École de la Magistrature de Paris.

A occupé successivement les fonctions suivantes:

- de 1977 à 1981: Juge d'Instruction au Tribunal de Lomé
- de 1981 à 1988: Premier Substitut du Procureur de la République
- de 1988 à 1991: Procureur de la République
- de janvier à juin 1992: Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé des Forces Armées Togolaises (FAT)
- de mars à juin 1993: Procureur Général près la Cour d'Appel du Togo
- de juin 1993 au 22 février 1997: Conseiller à la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême du Togo
- de novembre 1993 au 22 février 1997: Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme
- de 1987 à 1989: Expert Suppléant de la Sous-Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève
- Président de l'Association Professionnelle des Magistrats du Togo depuis le 6 janvier 1996 à ce jour
- Depuis le 22 février 1997, à ce jour: Juge à la Cour Constitutionnelle du Togo

Publication: recueil des avis et décisions de la Cour Constitutionnelle du Togo

Distinctions honorifiques

A été élevé successivement au grade d'Officier de l'Ordre de Mérite National, et au grade d'Officier de l'Ordre de Mono

Marié et père de 4 enfants.

Mr. ABDOULAYE Yaya Bawa (Alternate)

(Nominated by the Government of Togo)

I. RENSEIGNEMENTS IDENTITAIRES

Nom: ABDOULAYE
Prénoms: Yaya Bawa
Date De Naissance: 1956
Lieu de naissance: Kpalimé (P/Kloto) TOGO
Nationalité: TOGOLAISE
Profession: Magistrat
Confession: Musulmane
Sexe: Masculin
Situation familiale: Marié et père d'enfants

II. CURSUS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

A. Études Primaires

(à l'École Publique Centrale de Kpalimé)

1962 Classe Élémentaire

1968 Certificat d'Études Primaires CEP

1969 concours d'Entrée en 6^e au Collège officiel de Woamé (P/Kloto)

B. Études Secondaires

a) Collège d'Enseignement général CEG de Woamé

1969-1970: Classe de 6^e

1970-1971: Classe de 5^e

b) Lycée de Kpodzi

1971-1972: Classe de 4^e

1972-1973: Classe de 3^e BEPC

1973-1974: Classe de Seconde littéraire

1974-1975: Classe de Première: BAC I (Probatoire A)

1975-1976: Classe de Terminale: BAC II Série A

C. ÉTUDES UNIVERSITAIRES

(Université du BÉNIN – Lomé – Togo)

1976-1978: Première année de Droit

1978-1979: Deuxième année de Droit: Carrière Judiciaire

1979-1980: Troisième année licence en Droit – Carrière judiciaire

1980-1981: Quatrième année: Maîtrise en Droit

III. FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE à PARIS – FRANCE

1982-1983 École Nationale de la magistrature PARIS (E.N.M)

1983-1984 Suite École en Stage pratique au TRIBUNAL de GRANDE instance de Mulhouse (ALSACE) France:

5 juillet 1984 diplôme de l'E.N.M.

IV. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1^{er} février 1985: Substitut du Procureur de la République Tribunal de Lomé

17 octobre 1991: Procureur de la République I.P.I Lomé

27 novembre 1993: Substitut général – Cour d'Appel de Lomé

1996: Premier Substitut général: Cour d'Appel de Lomé

24 décembre 1997: PROCUREUR GÉNÉRAL près la COUR D'APPEL de Lomé

28 décembre 1998: PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL de Lomé

05 février 2003: Conseiller à la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême du Togo.

V. AUTRES FONCTIONS

Droit 1993-novembre 1997: PRÉSIDENT de la Commission Ad-Hoc de la communication (Haute Autorité de l'audiovisuel) C.A.C

28 décembre 1998-2000: PRÉSIDENT de la Commission Électorale Nationale (C.E.N)

VI. AUTRES LANGUES

Allemand: écrit et peu parlé

Anglais: écrit et parlé

Arabe: écrit et peu parlé

VII. LOISIRS

Sports: Exercice physique, pratique Football.

Mr. Yozo YOKOTA (Expert)

(Nominated by the Government of Japan)

Present positions

Professor of International Law, Faculty of Law, Chuo University

Special Adviser to the Rector, United Nations University

Member, United Nations Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights

Member, ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations

Commissioner and Executive Committee Member, International Commission of Jurists

Education

B.A. in International Relations, International Christian University, Tokyo, 1964

LL.M., University of Tokyo, 1966

LL.D., University of Tokyo, 1969

Professional experience

April 1969-March 1971: Instructor, International Christian University

April 1971-March 1974: Assistant Professor, International Christian University

September 1971-July 1972: Fulbright Visiting Scholar, Columbia University

April 1974-March 1979: Associate Professor, International Christian University

October 1974-December 1976: Legal Counsel, The World Bank

April 1979-March 1995: Professor, International Christian University

February 1983-December 1983: Visiting Professor, University of Adelaide

January 1984-August 1984: Visiting Professor, University of Michigan Law School

September 1984-March 1985: Visiting Professor, Columbia University School of Law

August 1988-April 2000: Alternate Member, United Nations Sub-Commission on Human Rights

June 1992-May 1996: United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Myanmar

April 1995-March 2001: Professor, Faculty of Law, University of Tokyo

August 1998-to date: Commissioner, International Commission of Jurists

October 1999-January 2000: Visiting Scholar, l'Université d'Aix-Marseille III, France

April 2000-to date: Member, United Nations Sub-Commission on Human Rights

February 2001-to date: Special Adviser to the Rector, United Nations University

April 2001-to date: Professor, Faculty of Law, Chuo University

March 2003-to date: Member, ILO Committee of Experts on Application of Conventions and Recommendations

Major publications

1. Books:

International Society and Law - Conditions for Peace and Development, Association for the Promotion of Education through the University of the Air, 1986 (in Japanese)

Twentieth Century and International Organization, Institute for Basic Studies in International Relations, 1989 (in Japanese)

Legal Structure of International Organization, Kokusai Shoin, 2001 (in Japanese)

2. Co-authored books:

Japanese International Law Cases - State Recognition, Institute of International Affairs of Japan, 1983 (in Japanese)

International Economic Law, Seirin Shoin, Tokyo, 1987 (in Japanese)

International Law, United Nations and Japan, Kobundo, Tokyo, 1987 (in Japanese)

Japanese International Law Cases - Resumption of Diplomatic Relations and Recognition of Government, Keio Tsushin, 1988 (in Japanese)

Japanese International Law Cases - Territories, Keio Tsushin, 1990 (in Japanese)

Theory and Practice of International Organization, Kokusai Shoin, 1992 (in Japanese)

Preventive Diplomacy, Kokusai Shoin, 1996 (in Japanese)

Introduction to International Law, Yuhikaku, 1996 (in Japanese)

Law of International Organization, Yuhikaku, 1999 (in Japanese)

The United Nations Action for the Maintenance of Peace and Security: Basic Documents with Introductions, Kokusai Shoin Publishing Company, 2000 (in Japanese)

Law of International Relations, Association for the Promotion of Education by the University of the Air, 2002 (in Japanese)

3. *Articles in English:*

“Japan’s Participation in International Organizations”, Proceedings of the 69th Annual Meeting of the American Society of International Law, 1975

“Non-political Character of the World Bank”, The Japanese Annual of International Law, No. 20, 1978

“The Boundary between Deep Sea-bed and Continental Shelf”, The Frontier of the Seas, the Ocean Association of Japan, 1981

“Legal Character of International Organizations”, The Journal of Social Sciences, Vol. 21, No. 1, 1982

“How Useful is the Notion of ‘International Public Corporation’ Today?” Essays in International Law in Honour of Judge Manfred Lachs, 1984

“Toward a Pacific Community - Who Will Take the Initiative?” The Journal of Social Sciences, Vol. 23, No. 2, 1985

“Human Rights and Humanitarian Issues in Regional and Global Perspectives”, Publications of the Japanese-German Center Berlin, Vol. 4, 1990

“How Japan Can Contribute to Human Rights”, Japan Review of International Affairs, Vol. 9, No. 2, Spring 1995

“A Charter for a New World Organization: Comments on Mr. Maurice Bertrand’s Proposal”, M. Bertrand and D. Warner, eds., A New Charter for a Worldwide Organisation? Kluwer Law International, 1997

“A Nation’s Accountability and Responsibility: The Case of Comfort Women in Japan”, Human Rights Dialogue, Vol. 8, March 1997

“Preventive Diplomacy in the Context of the United Nations”, Bert Edström, ed., The United Nations, Japan and Sweden: Achievements and Challenges, The Swedish Institute of International Affairs and the Center for Pacific Asia Studies, 1998

“Regional Crisis Response and Conflict Management”, Canada-Japan Symposium on Bilateral Peace and Security Cooperation, University of British Columbia, 1998

“International Justice and the Global Environment”, Journal of International Affairs, Vol. 52, No. 2, Spring 1999

“Rethinking Japan’s U.N. Diplomacy”, Japan Review of International Affairs, Vol. 13, No. 2, Summer 1999

“Reflections on the Future of Economic, Social and Cultural Rights”, Burns H. Weston and Stephen P. Marks, ed., The Future of International Human Rights, Transnational Publishers, Inc., 1999

“Japan’s Foreign Policy towards Human Rights: Uncertain Changes”, David P. Forsythe, ed., Human Rights and Comparative Foreign Policy, United Nations University Press, 2000 (Co-authorship with Chiaki Aoi)

“The UN Charter and the Attack on Iraq”, Japan Echo, Vol. 30, No. 4, August 2003

Ms. Yoko HAYASHI (Alternate)

(Nominated by the Government of Japan)

Current position

Partner

Minerva, Attorneys-at-Law (a law firm based in Tokyo)

3rd Floor, Godo Building, 3-27 Kioicho, Chiyoda-ku

Tokyo 014-0092, JAPAN

Telephone: 81-3-5216-7755

Facsimile: 81-3-5216-7751

Email: hayashi@minerva-law.gr.jp

Speciality

Civil Litigation, Employment Law

International Human Rights Law, Media and Law

Education

LL.B. Waseda University, 1979

Main publications

“Remaining issues concerning Spousal Violence Law”. Paper submitted to the House of Councillors (2003)

“Review on Child Abuse Prevention Law”, Vol. 2, Number 2, *Child Abuse and Neglect* (2000)

“Legal Response to Domestic Violence”, Vol. 63, Number 8, *Public Health* (1999)

“Casebook on Working Women”, with Masako Owaki et al. Gakuyo-Shobo (1996)

“From de jure equality to de fact equality”, Vol. 45, Number 5, *Liberty and Justice* (1994)

Professional activities

Member, Japan Federation of Bar Associations, since 1983

Vice-President, Japan Women’s Bar Association, since 2002

Board Member, Japan Civil Liberties Union (JCLU), since 1990. Secretary-General, from 1998 to 2000. Founder and Chairperson of Domestic Violence Project of JCLU (since 1999 to 2001). Founder and Chairperson of Anti-Apartheid Committee of JCLU (since 1989 to 1993).

Advisory Committee Member, Asian Women’s Fund, since 1995

Chairperson of Study Group on Women's Human Rights under Armed Conflict, sponsored by Asian Women's Fund, since 1995

Specialist Committee Member, Committee on Violence against Women, organized by Gender Equality Bureau under the Cabinet Office, since 2001

Steering Committee Member, Asia-Pacific Forum on Women, Law and Development (a regional NGO based in Bangkok), since 1990 to 1996

Advisor to the Japanese Government for the United Nations 4th World Conference on Women (1995, Beijing)

Recent lectures for the public

"How should NGOs promote Human Rights Protection Bill?", Speaker for a summer seminar organized by Buraku Liberation League (2003)

"Trafficking in Women", Coordinator for the Public Symposium on Violence against Women, organized by Gender Equality Bureau, the Cabinet Office (2002)

"Domestic Violence", Keynote Speaker for the 45th Anniversary Meeting of Enactment of Prostitution Prevention Law, organized by Family's Welfare Division, Ministry of Health, Labour and Welfare (2001)

Ms. CHUNG Chin-sung (Expert)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Education

B.A., Sociology, Seoul National University, 1976

M.A., Sociology, Seoul National University, 1978

Ph.D., Sociology, University of Chicago, 1984

Professional experience

May 2003: Visiting Professor, Institute of Social Sciences, University of Tokyo

September 2002-April 2003: Visiting Scholar, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University

September 2001: Professor, Department of Sociology, Seoul National University

September 1996-August 2001: Associate Professor, Department of Sociology, Seoul National University

January 1996-February 1996: Visiting Scholar, Department of Sociology, University of Bristol, England

January 1989-December 1990: Visiting Scholar, Institute of Social Sciences, University of Tokyo

March 1985-August 1996: Assistant Professor, Associate Professor, Department of Sociology, Duksung Women's University, Seoul

United Nations involvement

April 2001-March 2004: Alternate Member, United Nations Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights

Activities

Executive Member, Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan

Member, YWCA Policy Advisory Committee

Member, Board of Trustees, Korean Institute for Women's Social Education

Member, Inquiry Commission, Ministry of Public Health and Welfare

Member, Committee for Alleviation of Control, Ministry of Education

Member, Policy Advisory Committee, Ministry of Unification

Human rights conference participation

August 1992: Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, United Nations

June 1993: Vienna World Conference on Human Rights

April 1995: Working Group on Contemporary Forms of Slavery

June 1998: International Labour Organization Conference

June 1999: International Labour Organization Conference

Major publications

English

November 2001: “The Issue of Sexual Slavery and Slave Labor at the ILO”, paper presented at International Conferences on Japanese Crimes against Humanity, sponsored by Department of Ethnic Studies, University of California, Riverside

September 1999: “East Asian Concept of the Public/Private and Gender: Modern State, Nation and Gender-Comparison between Korea and Japan”, paper presented at the 1st Global Philosophy Forum for Future Generation, the University of Tokyo

May 1998: “Depression of Women’s Subjectivity Formation and the Mobilization of Comfort Women”, 4th Pacific and Asia Conference on Korean Studies, The University of Columbia, Vancouver

July 1997: “The Origin and Development of the Military Sexual Slavery Problem in Imperial Japan”, in *Positions* (Special Issue, the Comfort Women: Colonialism, War and Sex), Vol. 5, No. 1 (Duke University Press)

February 1997: “Cultural Values and Work Attitudes of Korean Industrial Workers in Comparison with Those of the United States and Japan”, in *Work and Occupations*, Vol. 24, No. 1 (Sage)

November 1996: “Sociology in Korean and Gender Issues”, ISA Pre-Congress Volumes, *Sociology in East Asia and Its Struggle for Creativity*, International Sociological Association

1995: “Korean Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan”, in Keith Howard, ed., *True Stories of the Korean Comfort Women* (London: Cassell)

June 1995: "Conception of [Nation] in the Women's Studies and Women's Movements in Korea", in *The Journal of Pacific Asia*, Vol. 3 (Tokyo, Japan)

May 1995: "Gender Bias in Social Policies and Women's Studies of Korea", in Bulletin of Institute for Women's Studies, No. 8, Ochanomizu University. (Tokyo, Japan).

April 1995: "An Overview of the Colonial and Socio-Economic Background of Japanese Military Sex Slavery in Korea", in *MUAE*, Vol. 1 (New York).

November 1994: "Wartime State Violence Against Women of Weak Nations: Military Sexual Slavery Enforced By Japan During World War II", in *Korean and Korean American Studies Bulletin*, Vol. 5, No. 2/3 (Fall-Winter, 1994), East Rock Institute, Yale University

March 1994: "Colonialism, War and Exploitation of Women by the State", paper presented at the 48th Annual Meeting of the Association for Asian Studies (Boston)

November 1992: "Illegal Korean Workers in Japan", paper presented at the 9th Yokohama 21st Century Forum, Age of Globalization and Foreign Workers (Yokohama, Japan)

August 1984: "Colonial Migration from Korea to Japan", Ph.D. Dissertation of the University of Chicago

Japanese

February 1996: "Gender Bias in Social Policies, and Women's Studies and Women's Movements in Korea" in Kara Hiroko et al., eds., *Women and Gender in Asia Pacific*

April 1995: Women and Nation in Korea, *Kokusai Bunka Kaikan Kaiho*, Vol. 6, No. 1, The International House of Japan (Tokyo, Japan)

January 1991: "Comparative Study on Family Structure of Japan and Korea - Focusing on the Relations between Decrease of Nuclearization and Women's Labor in Japan, *Shakai Kakaku Kenkvu*, Vol. 42, No. 4, Institute of Social Sciences, Tokyo University (Tokyo, Japan)

Korean

Human rights issues

June 2001: "Victims of No Geun Ri Incident", *Democracy and Human Rights*, Vol. 1, Institute for Kwangju Struggle, ed.

"Women under the Situation of EVIF Control", *Korean Demography*, Vol. 24, No. 1

October 2000: "Universality and Particularity of Human Rights", *Korean Human Rights Institute*, ed., *Human Rights in the 21st Century*, Hangilsa (Seoul, Korea)

April 2000: "21st Century Korea Respecting Human Rights", *Theological Thought* (Seoul, Korea)

February 1999: "Universality and Particularity of Human Rights", a paper presented for the *Conferences on Human Rights* (Jeju, Korea)

October 1998: “New Nationalist Movements in Japan”, the Center for International and Area Studies, Seoul National University, *Kukje Chivuk Yungu*, Vol. 7, No. 3 (Seoul, Korea)

April 1998: “Peace Movements in Japan”, the Center for International and Area Studies, Seoul National University, *Kukje Chivuk Yungu*, Vol. 7, No. 1 (Seoul, Korea)

December 1997: “Development of New Social Movements”, Society of Korean Social History, ed., *Hankuk Hvundaisawa Sahoï Bvundong* (Seoul, Korea)

August 1996: “Japanese Movement for Foreigners”, *Sahoigwahak Yungu*, No. 3, Duksung Women’s University (Seoul, Korea)

Women’s rights

November 2001: “The Concepts of Comfort Women and Jungsindai”, Society and History

August 2001: “Conjugal Families during Colonial Period”, *Korean Sociology*, Vol. 35, No. 4

June 2001: “Comfort Women Case at the ILO”, *Kukje Chivuk Yungu*, Vol. 10, No. 1, Center for International and Area Studies, Seoul National University (Seoul, Korea)

May 1999: “Changes of Korean Patriarchy and Formation of Women’s Subjectivity”, in Kim Ilchul et al., *Hankuk Sahoieui Kujoronjuk Ihai*, (Seoul, Korea: Marke).

December 1998: “Japanese Forced Mobilization of Military Sexual Slavery in Colonial Korea”, *Hankukeui Sahoïwa Munwha*, No. 73, Hankuk Chunshin Munwhawon (Seoul, Korea).

December 1998: “Depression of Women’s Subjectivity Formation and the Mobilization of Comfort Women’s”, Society of Korean Social History”, *Sahoï wa Yuksa*, No. 54 (Seoul, Korea).

June 1998: “Development of Feminism and Its Spread in Korean Society”, in Hankuk Chungshin Munwhawon, ed., *Hankuk Chungchi Sahoï Kaihyukeui Inyumjuk Kicho* (Seoul, Korea)

April 1997: “Women’s Movement in Japan”, Society of Korean Social History, *Sahoï wa Yuksa*, No. 51 (Seoul, Korea)

Ms. PAIK Ji-ah (Alternate)

(Nominated by the Government of the Republic of Korea)

Education

B.A., Political Science, Seoul National University, Seoul, 1985

M.A., American Foreign Policy and International Economics, School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, Washington, D.C., 1989

Professional experience

2002- Director, Human Rights and Social Affairs Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade of the Republic of Korea (MOFAT)

2001-2002 Assistant Secretary for Foreign Affairs and Trade, Office of the President of the Republic of Korea

1999-2001 Secretary and concurrently Deputy Permanent Representative to ESCAP, Embassy of the Republic of Korea, Bangkok, Thailand

1996-1999 Deputy Director, World Trade Organization Division, MOFAT

1995-1996 Assistant Director, United Nations Division, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea (MOFA)

1992-1995 Secretary, Permanent Mission of the Republic of Korea to the United Nations, New York

1991-1992 Consul, Consulate General of the Republic of Korea in New York

1989-1991 Assistant Director, Treaties Division, MOFA

1987 Assistant Director, International Legal Affairs Division, MOFA

1985-1987 Assistant Director, West Europe Division II, MOFA

Other professional activities

2003- Member, Advisory Committee of the Korean Women's Development Institute (KWDI)

2002- Member, Working Group of the Refugee Recognition Council

Participation in international meetings and conferences

Attended numerous international meetings, conferences and seminars, including meetings of the United Nations General Assembly, the Economic and Social Council, the Commission on the Status of Women, the Commission on Human Rights, as well as meetings of ESCAP

(1992-present) Most recently, participated in the Commission on Human Rights (2002), the Special Session on Children of the United Nations General Assembly (2002, New York), Second Ministerial Conference of the Community of Democracies (2002, Seoul), Global Forum III on Fighting Corruption and Safeguarding Integrity (2003, Seoul).

Coordinated the drafting and submission of the periodic reports of the Republic of Korea to the various human rights treaty monitoring bodies (2002-2003) and participated as a member of the delegation of the Republic of Korea in the consideration of the periodic reports of the Republic of Korea at the sixty-third session of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (2003).

Participated in bilateral and international trade negotiations as well as various meetings of the WTO, OECD, WIPO and others (1996-1999).

Languages

Native Korean speaker, fluent in English, proficient in French

Mr. Taher AL-HUSSAMI (Expert)

(Nominated by the Government of the Syrian Arab Republic)

Born in 1936 in Hons - Syria

Married with two children

Licence in Law - University of Damascus - 1960

Diplomatic posts

- Member of the Political Consultative Committee of the Ministry of Foreign Affairs (2002-2003)
- Acting Permanent Representative - Head of the Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office in Geneva and other International Organizations and specialized agencies in Switzerland (1997-2001)
- Head of delegation to the fifty-third to fifty-seventh sessions of the Commission on Human Rights
- Director of the Department of International Organizations and Conferences in the Ministry of Foreign Affairs (1992-1997)
- Minister Plenipotentiary - Embassy of the Syrian Arab Republic in Paris (1989-1992)
- Minister Plenipotentiary - Embassy of the Syrian Arab Republic in Tunis (1987-1989)
- Deputy Director of the Department of International Organizations and Conferences in the Ministry of Foreign Affairs (1986-1987)
- Minister-Counsellor of the Embassy of the Syrian Arab Republic in Washington D.C. (1981-1985)
- Deputy Director of the Department of International Organization and Conferences in the Ministry of Foreign Affairs (1979-1980)
- Counsellor in the Permanent Delegation of the Syrian Arab Republic to the United Nations in New York (1973-1978), Representative of the Delegation in the Social and Humanitarian and Cultural Committee (Third Committee) of the General Assembly.
- Chief of the Cabinet of the Deputy Foreign Minister (1972)
- Deputy Director of the Department of Protocol in the Ministry of Foreign Affairs (1971)

- Second Secretary in the Embassy of the Syrian Arab Republic in Belgrade (1969-1971)
- Third Secretary in the Embassy of the Syrian Arab Republic in Athens (1966-1969)
- Attaché in the Information Department in the Ministry of Foreign Affairs (1964-1966)
- Attaché in the Embassy of the Syrian Arab Republic in Algeria (1962-1964)
- Attaché in the Department of Consular Affairs in the Ministry of Foreign Affairs (1961-1962)

Other activities

- Member of the Syrian delegation to many international conferences including the Vienna Conference on Human Rights and the World Social Conference in Copenhagen.
- Member of the Syrian delegation to many conferences of the Movement of Non-Aligned Countries, the Group of Seventy Seven, the Organization of the Conference of Islamic States and of the League of Arab Countries
 - Lectured on international affairs in a number of Syrian academies
 - Diploma of the International Institute of Humanitarian Law - San Remo 2000
 - Languages: Arabic, English and French.

Mr. Gáspár BÍRÓ (Expert)

(Nominated by the Government of Hungary)

Date and place of birth: 16 June 1958, Tinca

Citizenship: Hungarian

Education

- Law degree (1982) Faculty of Law - Babes-Bolyai University, Cluj-Napoca
- Doctor of Philosophy (PhD) (1997) in Political Sciences of the Hungarian Academy of Sciences

Current post

- Associate Professor, Institute of Political Sciences, Faculty of Law, Eötvös Loránd University Budapest

Professional experience

- Since April 1998 - Member of the Advisory Committee on the Framework Convention for the Protection of National Minorities - Council of Europe (acting currently as the Second Vice-President of the Advisory Committee)
- 1993-98 - Special Rapporteur of the United Nations Commission on Human Rights on the situation of human rights in the Sudan
- 1992-93 - Independent Expert of the United Nations Commission on Human Rights on the situation of human rights in the Sudan
- 1992-94 - Member of the Committees of Experts for the Protection of National Minorities (DH-MIN and CAH-MIN) of the Council of Europe
- 1991 - Expert participating in the United Nations Commission on Human Rights Ad Hoc Working Group on the Declaration on the Rights of Persons belonging to National or Ethnic, Religious and Linguistic Minorities
- 1990-91 - Director, Office of the Prime Minister of the Republic of Hungary
- 1989-90 - Chief Counsellor - Council of Ministers of the Republic of Hungary, Secretariat for National and Ethnic Minorities
- 1988-89 - Senior Fellow, Bibó István College of Eötvös Loránd University, Budapest

Awards

The Government of the Republic of Hungary granted Gáspár Bíró the award “For Minorities” on 18 December 1995 “for his minority protection activities and for preparing the basic concept of the Act on the Rights of National and Ethnic Minorities”.

Other professional activities

- Member of the Hungarian Association of Political Scientists and the Hungarian Association of Foreign Affairs
- Active participation as invited speaker in a number of major international conferences on international relations, human rights and the protection of minorities
- Studies published on international relations, protection of human rights and the rights of minorities among others by: the United Nations Association of the United States of America (New York, 1994), Institut Universitaire des Hautes Études Internationales (Geneva, 1993), ICES Kandi, Sri Lanka (1997), La documentation Française (Paris, 1999), Central European University, Budapest (1999), Lit Verlag Münster-Hamburg-London (2000)
- Member of the Editorial Board of the *International Journal on Minority and Group Rights* (Published by Kluwer Law International)

Gáspár Bíró has published two books in Hungarian:

- *Az identitásválasztás szabadsága* (The Free Choice of Identity), Budapest, Századvég, 1995, and
- *Bevezetés a nemzetközi politikai viszonyok tanulmányozásába* (Introduction to the Study of International Political Relations), Budapest, Osiris, 1998 and 2003

Ms. Diana SARCU (Expert)

(Nominated by the Government of Moldova)

Diana SÂRCU

Date de naissance: 24 juin 1976

Adresse: boul. Dacia 38/4, app. 64, Chisinau 2060, MD
République de Moldova
Tél.: (3732) 768944, 0 294 75879
E-mail: sircu@yahoo.com, dsircu@justice.md

Nationalité: République de Moldavie

Situation familiale: Mariée

Formation: 1993-1998 – Université d’État de Moldovie, Chisinau, faculté de droit, droit international public, licence en droit
15 avril-27 mars 1998 – Institut International de Management, cours intensif de français appliqué en économie, droit, relations internationales
1999-2000 – Études de master – Université d’État de Moldovie, faculté de droit, droit international public, master en droit public
1998-2003 – Études doctorales en droit international public, Université d’État de Moldovie, faculté de droit, la thèse soutenue à l’Institut de philosophie, sociologie et droit de l’Académie de science de Moldavie, docteur en droit international public

Stages: Août-septembre 2003 – 15^e cycle de cours sur les problèmes de la paix «Paix entre droit, éthique et force», l’Institut international de recherches pour la paix à Genève, Suisse
Avril-juin 2002 – Stage de perfectionnement et de formation en droit comparé, Université Laval, Québec, Canada, Agence universitaire francophone
Mars-juin 2000 – Stage de formation en droit communautaire, Université Bordeaux-Montesquieu IV, Universidad Publica de Navarra, Programme TEMPUS-TACIS
Avril 1999 – Séminaire international «La participation des jeunes dans une société démocratique», Sinaia, Roumanie
15-17 septembre 1998 – Séminaire gouvernemental «La technique des projets législatifs», Chisinau, Programme TACIS

Octobre 1997 – Stage de formation «L'échange des jeunes de l'Est et l'Ouest et la dimension européenne» à Tournai, Belgique

Octobre 1997-avril 1998 – Stage au Ministère des affaires étrangères, Direction droit international et traités

Mars 1997 – Concours René Cassin, Strasbourg, France, XIII^e édition, plaideur

Août 1996 – Séminaire international, échange de jeunes l'Ouest-l'Est, Arad, Roumanie

1995-1997 – Stage, firme juridique «SCUT», assistante

Expérience professionnelle: Septembre 1998- à présent – Enseignante à la faculté de droit, Université d'État de Moldovie, Chisinau, filière francophone, disciplines droit international public, droit diplomatique et consulaire

Octobre 2003 - à présent – Spécialiste principale au Ministère de la justice, Direction agent gouvernemental et relations internationales, Section agent gouvernemental

Septembre 2001-mars 2002 – Centre de réhabilitation psychologique et d'assistance juridique aux victimes de la violence domestique «ProGen EVA», juriste

Janvier 1999-janvier 2000 – Assistance juridique au Centre de santé pour la femme «Dalila», hot line

Novembre 1997-août 1998 – Projet TACIS-APC, «La mise en œuvre de l'Accord de partenariat et de coopération, conclu entre la Communauté européenne et la République de Moldovie», experte locale

Langues vivantes: Roumain (langue maternelle), russe, français, espagnol

Références: M. Emmanuel SUR, maître de conférences
à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (France)
Tél.: 33 (0) 5 56 28 71 09
E-mail: emmanuel.sur@wanadoo.fr

M. Christian GRELLOIS, professeur agrégé de droit public
à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (France)
Tél.: 33 (0) 5 56 84 85 75

M. José Luis Iriarte Angel, Directeur du Département de droit privé de l'Université publique de Navarre (Espagne)
Tél.: (34) 948 169 455, 948 169 615
E-mail: julis.iriarte@unavarra.es

Ms. Tatiana RADUCANU (Alternate)

(Nominated by the Government of Moldova)

17 August 1955

Orhei town, Republic of Moldova

tel: 00-(3732)-449380

e.mail: raducanut@hotmail.com

Studies

- 1968/72 - Secondary School , Orhei town, Republic of Moldova, Golden Medal
- 1972/77 - State University of the Republic of Moldova, Law Faculty, Excellent

Activity

- 1977/88 - Lawyer, Corporation “Mezon” Chişinău
- 1988/96 - Judge, Court of Law Râscani, Chişinău
- 1996/pres. - Judge, Court of Appeal of the Republic of Moldova

Extrajudicial activity

- 1997 - Academic Stage on Human Rights Law, Institute of European Law, University of Birmingham, United Kingdom
- 1998/99 - National Expert on Human Rights, Series of seminars on the application of the European Convention on Human Rights by the Judges, Prosecutors and Lawyers
- 2000 - forty-fourth session of the United Nations Commission on the Status of Women and Preparatory Committee of the United Nations General Assembly Special Session for Beijing Plus Five, New York. A preparatory Forum for the United Nations Beijing Plus Five Review, Manila, Philippines
- 2002 - Member of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

Ms. Iulia MOTOC (Expert)

(Nominated by the Government of Romania)

Civil status	Married, one child
Present position	Professor of Public International Law, University of Bucharest Lawyer, Bucharest Bar
Previous positions	Prosecutor, Giurgiu Court (1989-1990) Judge, Bucharest Court (1990-1995) Lecturer, University of Bucharest (1995-1998) Reader, University of Bucharest (1998-2002)

Education

1996-1999	Ph.D. (Doctorate) in Philosophy (Moral Philosophy), University of Bucharest, Department of Philosophy
1997-1998	Habilitation in Law, University Paris XI, "Jean Monnet" Department
1991-1996	S.J.D. (Doctorate) in International Public Law, University Aix-Marseille III, School of Law (<i>suma cum laude</i>)
1992-1993	Studies in French Modern Literature, University Aix-Marseille I
1990-1991	LL.M (DEA) in International Public Law, University Aix-Marseille III, School of Law
1985-1989	LL.B, University of Bucharest, School of Law (<i>suma cum laude</i>)

Experience with international organizations

- President of the Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, United Nations (2000-2001)
- Special Rapporteur of the United Nations Commission for Human Rights for the Democratic Republic of Congo (2001-present)
- President, Working Group on Administration of Justice, Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, United Nations (2002-present)
- Member of the Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, United Nations (2000-2004)
- Alternate Member, Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights (1996-2000)

- Member, Working Group for Indigenous Peoples, Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, United Nations (2000-2003)
- Member, Working Group on Contemporary Forms of Slavery, Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, United Nations (1999-2000)
- Member of the Advisory Committee on the Framework Convention for the Protection of National Minorities, Council of Europe (1998-2004)

Teaching experience

- Public International Law
- Jurisprudence
- European Constitutional Law
- Human Rights Law
- Theory of International Relations

Management in education experience

- Deputy-Dean, Political Science Department, University of Bucharest (1998-1999)
- Scientific Director, Political Science Department, University of Bucharest (1996-1998)
- National Expert on Law, Leonardo Program, European Union (1997-1999)
- Fellow, Civic Education Project Romania (1997-1998)
- Scientific Director, Romanian Diplomatic Academy (2001-2003)

Other activities

- Member, Scientific Board, Revue Quebecoise de droit international
- Member, Scientific Board, College of Europe, TMC Asser Institute of International Law, Netherlands
- Visiting Professor/Researcher University Paris XI (1996, 1997, 1998)
 University St-Thomas Miami (2001, 2002)
 University of Michigan (1998)
 Catholic University of Milan (1997)
 Institute for Human Sciences, Wien (1999)
 Université Libre de Bruxelles (1998)
 New York University School of Law (2003)
- Co-editor (International Law and International Relations) Polis (1996-1999)

- President, Association Prix Femmes d'Europe (2000-2002)

Professor.dr.Iulia Motoc

Publications

Books

- *Uniunea Europeana : Dreptul si politica largirii la Est* (European Union: The Law and the Politics of Eastwards Enlargement), Paideia, Bucharest, 2001
- *Teoria relațiilor internaționale: sursele filosofiei legale si morale* (Theory of International Relations: the Moral and Legal Philosophy Traditions), Paideia, Bucharest, 2001
- *Interpréter la guerre, les exceptions de l'article 2 and 4 de la Charte O.N.U devant le Conseil de securité* - Babel Publishing House, Bucharest, 1997
- *Droit international public, précis* (co-author) University of Bucharest Press, 1996

In book format

- *Taking Democracy Seriously: The Normative Challenges to the International Legal System* in S. Griller (eds.) *International Economic Governance and Non-Economic Concerns*, Springer Vienna-New York, 2003 (co-author)
- *Governacao sem Governo : O Desafio Normativo do Direito Internacional* (co-author) in A. Stone Sweet et al. (ed) *Cidadania e Novos Poderes numa Sociedade Global*, Calouste Gulbekian, Lisbon, 2000, pp. 19-39
- *L'Europe Unie et l' Europe d'après le communisme: rationalité et éthique de l'élargissement*, in E. Barnavi, *Les frontières de l 'Europe*, Ed. de Bloeck, Wesmael, Bruxelles, 2001
- *Women and Legal Justice: the European Context in Women and the Administration of Justice*, Tokyo, 2001
- *Europe and its Teleology. Is there a Central-Eastern Vison?* in C. Jorge, Y. Meny, J.H.H. Weiler (eds.), *What Kind of Constitution for What Kind of Polity, Responses to J. Fischer*, European Institute Florence, Harvard School of Law, 2000
- *Les critères politiques dans le Partenariat avec les Pays d'Europe Centrale et Orientale* in M.F. Labouz (eds.), *Le Partenariat de l'Union Européenne avec les Etats Tiers*, Bruylant, Bruxelles, 2000
- *La prévention et la répression du génocide et la conception sur la justice: le droit international entre lege ferenda et utopie* in, K. Bustany, D. Dormoy (eds), *Génocide(s)*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 1999.

- *Ne diritto ne potere, overe quando il semipresidenzialisme passa all'Est* (co-author) in A. Giovannelli (ed) *Il semipresidentialismo: dall'arcipelago europeo al dibattito italiano*, Gianpichelli, Turin, 1999.
- *De ce intelectualul est- european îl preferă pe Hayek lui Aron?* (The Raymond Aron's legacy in Eastern Europe in R. Aron, *Un spectator angajat* (*Le Spectateur engagé*) (commented ed.), Nemira Publishing House, Bucharest, 1999
- *Rule of Law and Moral Law in International Relations: Common Sense, Political Realism, Scepticism* in R. Gerin, P. Jedlikova (eds) *A Decade of Transformation*, IWM, Wien, 1999.
- *Manifestul Partidului Comunist, Totalitarismul, Statul de drept posttotalitar, trei fețe ale refuzului modernității politice* (The Manifesto of the Communist Party, Totalitarianism and Post-Totalitarian Rule of Law Three Dimensions of Political Modernity Rejection) in Karl Marx, F. Engels, *Manifestul Partidului Comunist* (Manifesto of the Communist Party) (commented ed.), Nemira Publishing House, Bucharest, 1998
- *Karl Popper și răspunderea intelectualilor în postcomunis'* (Karl Popper and the intellectuals responsibility in post-communism) in K. Popper, *Lecția acestui secol* (*La lezione di questo secolo*), (commented ed.) Bucharest, Nemira Publishing House, Bucharest, 1998
- *De l'histoire des mentalités aux études politiques: l'histoire de la rencontre in Pouvoir et mentalités, Mélanges en honneur d'Alexandru Duțu*, Babel Publishing House, 1999

Articles in journals

- *Crearea unui Tribunal International pentru fosta Iugoslavie* (The Creation of an International Criminal Court for former Yugoslavia), *Revista română de drept umanitar*, (Romanian Review of Humanitarian Law), 1/1995
- *Independența și imparțialitatea justiției în Convenția Europeană a Drepturilor Omului* (The independence and the impartiality of justice in the European Convention of Human Rights), *Revista Română de Drepturile Omului* (Romanian Human Rights Review), 10/1995
- *NATO: alianță sau concert de națiuni?* (NATO: alliance or concert of nations?) *Sfera Politicii*, 40/1996
- *Recomandarea 1201 și interpretările ei* (The 1201 Council of Europe Parliamentary Assembly recommendation on minorities issues and its interpretations), *Sfera Politicii*, 41/1996
- *Raidurile in Irak și hegemonismul american* (The United States airstrikes in Iraq and United States foreign policy), *Sfera Politicii*, 42/1996

- *Ce pot liberalii?* (What about the liberals?) Sfera Politicii, 45/1996
- *Le pouvoir interpretatif du Conseil de sécurité, Revue Roumaine de Sciences Juridiques*, 1/1996
- *Sofism și drept internațional* (Sophism and International Law), Polis, 2/1996
- *Politica externă a României față de NATO* (The Romanian Foreign Policy towards NATO), Polis, 1/1997
- *Disputa liberalilor: câteva considerații asupra analizei filosofice a relațiilor internaționale* (The Liberal Dispute - A few remarks on the philosophical analysis of international relations), Polis, 3/1997
- *Știința politică și politica: Wertfreiheit și Genealogie* (Political Science and Politics: Wertfreiheit and Genealogy), Polis, 4/1997

Book reviews

- A. MacIntyre, *După virtute* (After Virtue), Polis, 2/1997
- Pascal Bruckner - *Melancolia democrației* (*La mélancolie de la démocratie*), Sfera Politicii, 1996

Forewords

- S. Huntington - *The Clash of Civilizations and the Remake of the International Order* (Romanian Translation), Antet, 1997
- François la Rose - *La troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu* (Romanian Translation), Nemira, 1998
- M. Wight, *Power Politics* (Romanian Translation) ARC, Chișinău, 1998

Ms. Victoria POPESCU (Alternate)

(Nominated by the Government of Romania)

Name: Victoria POPESCU SANDRU

Date and place of birth: 23 August 1951, Bucharest, Romania

Academic studies:

- Department of Foreign Languages (section French-English), University of Bucharest (1971-1976)
- Teaching Techniques Course, Oxford (July-August 1991)
- International Relations Course, Institute of Clingendael, The Hague (February-May 1993)
- Course of International Relations, Romanian Institute for International Studies, Bucharest (1993-1994)

Career:

Since December 2001	Executive Secretary of the National Council for Francophony
Since November 2000 on	Director of the United Nations Department, Minister Counsellor
April 1999-November 2000	Deputy Director of the Department for Human Rights and the Council of Europe, Ministry of Foreign Affairs
Since 1999 on	Member of the Romanian Interministerial Council on Equality of Opportunities between Women and Men
July-October 1998	Deputy Permanent Representative of Romania to the United Nations - New York
November 1994-April 1999	Permanent Mission of Romania to the United Nations, New York, First Secretary and Counsellor
July 1992-November 1994	Division for European Organizations, Ministry of Foreign Affairs, Second and First Secretary
September 1990-July 1992	Cabinet of Foreign Languages, Ministry of Foreign Affairs, Lecturer of French and English

Career: (continued)

January-September 1990	Nicolae Balcescu High School, Bucharest, Lecturer of French and English
1986-1989	Department of Foreign Languages, Academy of Social and Political Affairs, Lecturer of French and English
1976-1989	Center for International Relations, Academy of Social and Political Affairs, Interpreter

International meetings and conferences:

- Member of the Romanian delegation to OSCE meetings (Paris Summit - 1990, Prague 1992; meetings and seminars on OSCE human dimension, Warsaw, 1992, 1993, 1994)
- Member of the Romanian delegation to the Ministerial Conference of the Council of Europe on Gender Equality (Rome, 1993)
- Member of the Romanian delegation to the fourth World Conference on Women (Beijing, September 1995)
- Member of the Romanian delegation to the United Nations General Assemblies (1994-1998; 2000-2001), ECOSOC (1995-1998), subsidiary bodies of ECOSOC (1994-2001); member of the Romanian delegations, as observer, to CEDAW (1995-1999)
- Member of the Romanian delegations presenting national reports to the Human Rights Committee and the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (1999)
- Member of the Romanian delegation presenting the national report to CEDAW (2000)
- Participation in expert meetings of the Council of Europe on human rights (1999-2000)
- Personal representative of the President of Romania to the United Nations General Assembly Special Session on Children (New York, 8-10 May 2002)

Functions in United Nations bodies and structures:

- Rapporteur to the Third Committee of the General Assembly of the United Nations (1996-1997)
- Chairperson of the Consultative Committee of UNIFEM (1998-2000)

Functions in United Nations bodies and structures: (continued)

- Member of the Bureau of the Preparatory Committee for the World Conference of Ministers Responsible for Youth (October 1997-July 1998)
- Member of the Bureau of the Main Committee of the World Conference of Ministers responsible for Youth (Lisbon, 10-12 August 1998), Facilitator of the Declaration of the World Conference
- Vice-Chairperson of the Third Committee of the General Assembly of the United Nations (1998-1999)
- Facilitator of Gender-Related United Nations Resolutions and of the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (1997-1999)
- Alternate Member in the United Nations Sub-Commission of the Commission on Human Rights on the Promotion and Protection of Human Rights (since 2000)

Writings, broadcasting:

- Articles and studies on gender equality and human rights issues
- Articles on pedagogic and literary issues, literary translations in Romanian magazines
- Papers and scientific communications on human rights and gender equality for national and international meetings
- Participation in radio and TV broadcastings on women's advancement and human rights; international meetings
- Participation in radio and TV broadcastings on women's advancement and human rights; interviews on the matter

Civil status:

- Married, two daughters

Languages:

- English, French and Spanish

Mr. Miguel ALFONSO MARTINEZ (Expert)

(Nominated by the Government of Cuba)*

Date of birth: 16 May 1935**Place of birth:** Havana, Cuba**Language skills:** Fluent Spanish, English and French**Academic and job background:**

- | | |
|-----------|---|
| 1952 | High School Academic Diploma (Havana, Cuba) |
| 1960-1961 | Internal Revenues Official (Customs Section) at the Ministry of Finance |
| 1960 | Doctor of Law (<i>summa cum laude</i>) (Havana University) |
| 1960-1961 | Public Defender; Penal Court, Province of Havana |
| 1961 | Bachelor's degree in Diplomatic and Consular Law (Havana University) |
| | Bachelor's degree in Administrative Law (Havana University) |
| | For academic merits, appointed as an Instructor in the Department of Criminology, Havana University Law School |
| | Jurist in the Legal Division of the Ministry of Foreign Affairs of Cuba |
| 1962 | Promoted to Assistant Professor, Department of Criminology, Havana University Law School |
| | Head of the United Nations Department in the International Organizations, Division of the Ministry for Foreign Affairs |
| 1963-1966 | Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to the United Nations (New York) |
| | Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to International Organizations with Headquarters in Switzerland (Geneva) |
| 1966-1971 | Held various posts in the National Council of Culture, the Ministry of the Sugar Industry and the Cuban Institute of Friendship with the Peoples (ICAP) |

* The Spanish version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the Secretariat.

Academic and job background: (continued)

1970-1973	Professor of Public International Law in the Department of Economic and International Law, Havana University Law School
1971-1978	Head of the Social, Humanitarian and Cultural Affairs Department in the International Organizations Division of the Ministry for Foreign Affairs
1979-1981	Professor of Private and Public International Law at the Higher Institute of Cuban Ministry of the Interior (MININT)
1979	Professor of Diplomatic Law and Law of Treaties at the Higher Institute of International Relations, Ministry for Foreign Affairs (ISRI), Havana
1981	Professor of Techniques of International Negotiation at the Higher Institute of International Relations (ISRI), Havana
1983	Awarded the National Special Award instituted by the Cuban Ministry of Higher Education for valuable scientific-technical research in higher education
1984	Elected by the Commission on Human Rights as a member of its Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (1984-1988) Appointed by the outgoing Chairperson of the Sub-Commission's thirty-sixth session as a Member of its Working Group on Indigenous Populations
1985	Promoted to Titular Professor of Cuba's Higher Education System
1986-1991	Appointed by the President of the International Committee of the Red Cross (ICRC) as a member of the Committee's Advisory Group of Experts in International Humanitarian Law (1987-1991)
1987	Professor of General Theory of International Organizations at the Higher Institute of International Relations (ISRI), Havana
1988	Re-elected by the Commission on Human Rights as a member of the Sub-Commission (1988-1992)
1988-1989	Counsellor, Cuban Foreign Service, assigned to Permanent Mission to International Organizations with Headquarters in Switzerland (Geneva)
1989	Appointed by the Economic and Social Council as Special Rapporteur of the Sub-Commission on "Treaties, agreements and other constructive arrangements between States and indigenous populations"

Academic and job background: (continued)

Elected as Vice-Chairperson of the Sub-Commission

Chairperson of the Sub-Commission's Working Group on Detention

Consultant to the Crime Prevention and Criminal Justice Branch of the Social Development Division of the United Nations (preparatory work for the Eighth Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders)

1990 Elected as a member of the Scientific Council of Cuba's Higher Institute of International Relations (ISRI), Havana

Chairperson of drafting group No. 1 established by the Sub-Commission's Working Group on Indigenous Populations at its eighth session to prepare certain parts of the Draft Declaration on the Rights of Indigenous Peoples

Chairperson of the Sub-Commission's Working Group on the right of everyone to leave any country, including his own, and to return to his country

1992 Re-elected by the Commission on Human Rights as Sub-Commission titular expert for a new four-year term (1992-1996)

1992-1993 Elected by acclamation by the Sub-Commission as Chairperson of its forty-fourth session, at the unanimous proposal of its Latin American/Caribbean Caucus

1993 In his capacity as Chairperson, represented the Sub-Commission at the World Conference on Human Rights (Vienna, June 1993)

Appointed as an adviser to Indigenous Initiative for Peace, an international indigenous organization of indigenous peoples founded by Rigoberta Menchú Tum, Nobel Peace Prize winner, 1992

1994-1997 Appointed (May 1994-November 1997) as the Spokesperson for the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Cuba

1996 Re-elected without a vote by the Commission on Human Rights as Sub-Commission titular expert for a new four-year term (1996-2000)

1998 Appointed as a member of Cuba's national group in the Permanent Court of Arbitration

Elected, once again, as Vice-Chairperson of the Sub-Commission's fiftieth session, representing the Latin American/Caribbean Caucus

Academic and job background: (continued)

- 2000 Re-elected by the Commission on Human Rights (with the largest number of votes received by any of the Latin American candidates) as Sub-Commission titular expert for a new four-year term (2000-2004)
- Elected as Chairperson of the Sub-Commission's Working Group on Indigenous Populations
- 2001-2003 Appointed by the Economic and Social Council - at the request of the Commission of Human Rights and its Sub-Commission for the Promotion and Protection of Human Rights - to undertake a study on "Human Rights and Human Responsibilities"
- Invited by the United Nations High Commissioner for Human Rights to participate, in his capacity as an independent expert, in the United Nations World Conference Against Racism (Durban, August-September)
- Received the Cuban Education Award granted by the Ministry of Higher Education for his 40 years as a university professor
- 2002 Re-elected by acclamation as the Chairman/Rapporteur of the Sub-Commission's Working Group on Indigenous Populations
- Member of the Sub-Commission Working Group on Communications
- 2003 Member of the Advisory Group of the United Nations Voluntary Fund for the International Decade of Indigenous People

Has taken specialized courses in International Law and International Relations, respectively, at the Patrice Lumumba University (Moscow, 1983), and the International Institute of Public Administration (IIAP) (Paris, 1984)

Has represented the Government of Cuba in many international conferences and meetings of various bodies, mainly within the United Nations system, among them, the following:

- Delegate to 15 sessions of the Commission on Human Rights; i.e. at its thirty-second, thirty-third, forty-fifth to forty-ninth, and fifty-second to fifty-ninth sessions (between 1976 and 2003)
- Delegate to the Third Committee (Social, Humanitarian and Cultural Affairs) of the United Nations General Assembly in its twenty-seventh to thirty-second sessions (1972-1977). Vice-Chairman of the Committee in 1976
- Delegate to the Regional Conference of the Red Cross (Mexico City, 1971)

Academic and job background: (continued)

- Delegate to the first and second sessions (1974, 1975) of the Diplomatic Conference on the Reaffirmation and Development of International Humanitarian Law, convened for the drafting of the two Protocols Additional to the 1949 Geneva Conventions
- Delegate to the forty-ninth and fifty-sixth to sixtieth International Labour Conferences of the International Labour Organization (1964 and 1971-1975); and
- Delegate to the Sixth Committee (Juridical Affairs) of the General Assembly at its eighteenth to twentieth sessions (1963-1965)

Has also represented Cuba on the United Nations Security Council (1965), in several sessions of the Economic and Social Council and in various subsidiary and ad hoc bodies of both the Council and the General Assembly; as well as in meetings convened by UNESCO, FAO, GATT, UNIDO and the World Tourism Organization.

Has also participated, in a personal capacity, in many meetings on human rights and other topics related to international law, sponsored by the United Nations, as well as by the International Committee of the Red Cross, the Permanent Court of Arbitration and a large number of other non-governmental organizations, inter alia, the International Commission of Jurists, the Latin American Studies Association (LASA), the American Association of Jurists, the Association of Universities and Research Institutes of the Caribbean, the Stanley Foundation (United States), the Europe-Third World Centre (CETIM), the Inter-American Institute on Human Rights (IIHR), the Anti-Slavery Society, the International Association of Democratic Lawyers, the Centre for Studies on Africa and the Middle East (Havana), the International Association of Democratic Jurists, the Rigoberta Menchú Tum Foundation, and the Indigenous Bar Association (Canada). He is the author of several papers submitted for the consideration of some of the above-mentioned meetings.

Has lectured at or submitted papers for discussion to a number of scientific gatherings sponsored by the universities of Havana, Harvard, Uppsala (Sweden), British Columbia (Canada), *Autónoma de México*, Essex (United Kingdom), Stockholm, Humboldt (German Democratic Republic), Simon Fraser (Vancouver, Canada), Johns Hopkins (United States) Gothenburg (Sweden), *Internacional de Andalucía* (Seville), Patrice Lumumba (Moscow), Dalhousie (Halifax, Canada), Lund - Raoul Wallenberg Institute (Sweden) and Thessaloniki - Institute of International Public Law and International Relations (Greece).

Founding member of the National Union of Jurists of Cuba and of the Cuban Society of International Law (since 1997, a member of its Executive Committee), which in June 2002 awarded him the distinction of Member of Honour. Some of his works have appeared in Cuban publications, of both specialized and general interest.

Married. Has four children.

Mr. Juan ANTONIO FERNANDEZ PALACIOS (Alternate)

(Nominated by the Government of Cuba)*

Date and place of birth: Havana, 30 July 1963

Citizenship: Cuban

Academic degree: Ph.D. in International Political Relations at the Raúl Roa Higher Institute of International Studies

Language skills: Fluent Spanish, English and French

Current position: Deputy Director, Multilateral Affairs Division, Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Cuba

Civil status: Married

Number of children: Two

Education:
Ph.D. in International Political Relations.

Professional background:

1989-1992	Desk officer at the Multilateral Affairs Division of the Cuban Ministry for Foreign Affairs
1993-1996	Second Secretary at the Permanent Mission of Cuba to the United Nations
1996	Deputy Director, Multilateral Affairs Division
2000	General Director, Multilateral Affairs Division

Attendance at international events:

1990	Eighth United Nations Congress for Crime Prevention and Criminal Justice, Havana, Cuba
1990	Member of the Cuban delegation to the ordinary session of the Economic and Social Council

* The Spanish version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the Secretariat.

Attendance at international events: (continued)

1991-1998	Member of the Cuban delegation to the forty-sixth to fifty-second sessions of the United Nations General Assembly
1992	Member of the Cuban delegation to the forty-eighth session of the Commission on Human Rights
1993	Member of the Cuban delegation to the World Conference on Human Rights, Vienna
1993-1996	Cuban representative on the United Nations Committee on Non-Governmental Organizations
1994	United Nations International Observer at the elections in South Africa
1995	Member of the Cuban delegation to the fourth World Conference on Women, Beijing
1996	Member of the Cuban delegation to the fifty-second session of the Commission on Human Rights
	Member of the Cuban delegation to the World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children, Stockholm
1997-2001	Alternate representative of Cuba to the fifty-third and fifty-seventh sessions of the Commission on Human Rights
2001-2002	Member of the Cuban delegation to the XI and XII Iberoamerican Summit (Lima, Bavaro)
2002	Member of the Cuban delegation to the World Summit for Sustainable Development, Johannesburg, South Africa
2002-2003	Representative of Cuba, Head of the Cuban delegation to the fifty-eighth and fifty-ninth sessions of the Commission on Human Rights

Attendance at national events and other relevant activities:

Attended the Youth and Students' World Festival, Havana, 1997 and the Second World Meeting on Special Education, Havana, 1998

He has chaired and spoken at seminars and workshops organized by Cuban institutions and NGOs, like the Cuban Women's Federation, the Cuban National Union of Jurists and the Cuban Association of the United Nations

Attendance at national events and other relevant activities: (continued)

In 1995, he delivered a lecture on Cuba and human rights at St. Mary's University, Halifax, Canada.

Special courses:

Upgrading course on the effective implementation of international human rights instruments in the administration of justice for Latin American officers, held in Buenos Aires, Argentina.

Seminar on techniques of international negotiation, for Latin American officers, held in Metepec, Mexico.

Course on human rights theory and practices within international relations, Raúl Roa Higher Institute of International Studies, Havana.

Course on Negotiation Techniques (Management by objectives), Raúl Roa Higher Institute of International Studies, Havana.

Mr. Janio Iván TUÑÓN VEILLES (Experto)

(Propuesto por el Gobierno de Panamá)

Experiencia Laboral, Cargos***Ministerio de Relaciones Exteriores***

1995-2003	Director del Departamento de Desarrollo Social y Humanitario
1990-1994	Director del Departamento de Derechos Humanos
1994-2003	Presidente Suplente de la Comisión Nacional Permanente para la aplicación del Derecho Internacional Humanitario

Comisiones Nacionales Gubernamentales

2003	Representante del Ministerio de Relaciones Exteriores en la Centro Nacional para la Prevención de Desastres Naturales en América Central
1997	Vicepresidente de la Comisión Permanente para la Aplicación del Derecho Internacional Humanitario, creada mediante Decreto Ejecutivo N° 154 de 25 de agosto de 1997
1995	Miembro del Grupo Técnico de la Comisión Presidencial para la Creación del Defensor del Pueblo
1995	Coordinador del Comité Interinstitucional Ah Hoc para la Aplicación del Derecho Internacional Humanitario
1992	Delegado Ministerial ante la Comisión Nacional Intersectorial de apoyo al Programa "Mujer Salud y Desarrollo", Creado mediante Decreto N° 818 de 14 de octubre de 1992
1992-2003	Delegado del Ministerio de Relaciones Exteriores ante la Comisión Nacional del Centro para la Prevención de Desastres Naturales
1990-2003	Delegado de la Dirección General de Organismos y Conferencias Internacionales en la Comisión Nacional para la Atención de los Refugiados

Cargos Internacionales

1992 Experto Independiente del Programa Plurianual para la Promoción y Enseñanza de los Derechos Humanos en Centroamérica. (Auspiciado por la Comisión de Comunidades Europeas creada en la VIII Reunión Ministerial en San José, Costa Rica)

I- Reunión del Comité de Expertos del Programa Plurianual de Derechos Humanos en Centroamérica celebrada en Managua, Nicaragua del 9 al 20 de septiembre de 1992

II- Reunión del Comité de Expertos del Programa Plurianual de Derechos Humanos en Centroamérica, celebrada en Bruselas, Bélgica el 1º y 2 de julio de 1993

III- Reunión del Comité de Expertos del Programa Plurianual de Derechos Humanos en Centroamérica, celebrada en Antigua, Guatemala el 14 y 15 de marzo de 1994

1994 Observador Electoral de las Naciones Unidas en las Primeras Elecciones Multirraciales en Sudáfrica, celebradas en abril de 1994

Observador Electoral de las Naciones Unidas durante las Elecciones en la República de Mozambique, celebradas del 27 al 29 de octubre de 1994

Miembro de la Plataforma Internacional de Juristas para Timor Oriental

Conferencias y Reuniones Internacionales

2002 Delegado Gubernamental en la Reunión Extraordinaria de la Autoridad General del Plan de Acción del Pacífico Sudeste, celebrada en Guayaquil, Ecuador, los días 30 y 31 de enero de 2002

Conferencia de Expertos Gubernamentales sobre la Aplicación Nacional del Derecho Internacional Humanitario y Convenciones Interamericanas Relacionadas, celebrada en San José, Costa Rica del 6 al 8 de marzo de 2002

2001 Taller sobre la Elaboración de Estrategias para la Promoción de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales, celebrada en Buenos Aires, Argentina, del 24 al 27 de octubre de 2002

Delegado Gubernamental en la III Reunión de las Altas Partes Contratantes del Convenio para la Protección del Medio Marino y la Zona Costera del Pacífico Sudeste y sus instrumentos complementarios, realizada en Guayaquil, Ecuador, el 14 de diciembre de 2001

- 2000 Miembro del Grupo Ad Hoc para la Evaluación del Sistema Interamericano de Derechos Humanos, San José, Costa Rica
- 1997 Delegado Gubernamental en el Foro sobre Gobernabilidad Democrática y Derechos Humanos, preparatorio de la agenda de la VII Cumbre Iberoamericana de Jefes de Estados y de Gobierno, celebrado en Caracas, Venezuela, el 17 y 18 de julio de 1997
- 1996 Delegado Gubernamental en la II Conferencia Regional sobre Migración, celebrada en Panamá, Panamá, del 20 al 21 de marzo de 1996
- Delegado Gubernamental en el Foro Regional sobre Derechos Humanos, Refugiados y Migrantes en América Central, celebrado en San José, Costa Rica del 28 al 30 de octubre de 1996
- Delegado al IX Congreso Mundial de Familia, celebrado en Panamá, del 22 al 27 de septiembre de 1996
- Delegado Gubernamental a la XVI Asamblea General de la Organización de Estados Americanos (OEA), celebrada en Panamá del 4 al 7 de junio de 1996
- 1993 Delegado Gubernamental a la Conferencia Mundial de Derechos Humanos, celebrada en Viena, Austria, del 14 al 25 de junio de 1993
- Delegado Gubernamental a la Reunión Regional de América Latina y el Caribe, preparatoria a la Conferencia Mundial de Derechos Humanos celebrada en San José, Costa Rica, del 18 al 22 de enero de 1993

Otros Eventos Internacionales y Nacionales Especializados

- 2002 Visitante Internacional sobre el tema "Derechos Humanos y Democracia", becado por el Gobierno de los Estados Unidos de Norteamérica
- 1998 Curso Regional de las Naciones Unidas sobre la preparación y presentación de informes a los Comités de supervisión de los tratados internacionales de Derechos Humanos, celebrado en la ciudad de San Salvador, El Salvador, del 9 al 19 de noviembre de 1998
- Universidad para la Paz de las Naciones Unidas: Seminario Internacional de Alto Nivel sobre Derechos Humanos y Derecho Internacional Humanitario, como Plataforma de una Política Regional, celebrado en la Universidad para la Paz, San José, Costa Rica, el 23 de abril de 1998
- Organizador del Seminario Regional sobre Derecho Internacional Humanitario, celebrado en Panamá durante los días 17 y 18 de febrero de 1998, en Panamá

- 1996 Instituto Interamericano de Derechos Humanos: XIV Curso Interdisciplinario de Derechos Humanos del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, celebrado en San José, Costa Rica, del 11 al 21 de junio de 1996
- 1992 Comité Internacional de la Cruz Roja: Seminario Taller "El Derecho Internacional Humanitario y el Comité Internacional de la Cruz Roja, como su Instrumento y Promotor, celebrado los días 10 y 11 de febrero de 1992, Panamá, Panamá
- 1991 Facultad de Derecho y Ciencias Políticas de la Universidad de Panamá: Primer Seminario Italo-Panameño de Derecho Romano, celebrado en Panamá, los días 7 y 8 de octubre de 1991
- Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales (FLACSO): Curso intensivo en Relaciones Internacionales, "Centroamérica y el Sistema Internacional" del 18 de noviembre al 6 de diciembre, Panamá
- 1988 Instituto Interamericano de Derechos Humanos: V Curso Interdisciplinario de Derechos Humanos del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, celebrado en San José; Costa Rica, del 17 al 28 de agosto de 1988

Conferencias

Expositor en conferencias nacionales e internacionales respecto de los temas siguientes:

1. Derecho Internacional de los Derechos Humanos
2. Derecho Internacional Humanitario
3. Minas Terrestres Antipersonal: Proceso de Desminado en Centroamérica (Política Exterior Panameña) y el proceso de Ottawa
4. Derechos Económicos, Sociales y Culturales
5. Derecho de Asilo y Derecho de los Refugiados

Estudios Superiores

Licenciado en Relaciones Internacionales; y Derecho y Ciencias Políticas. Ambos Diplomas de la Universidad de Panamá.

Ms. Carmina CASIS CRESPO (Suplente)

(Propuesto por el Gobierno de Panamá)

Panamá, Rep. de
 Panamá, Calle 50,
 Edificio Señorial 50,
 Apt. 12A

270-5311-12,
carmina@mire.gob.pa,
carminaccc@hotmail.com

Objetivo

Desempeñar el cargo de técnico experto, docente, capacitar y ser multiplicador de los conocimientos obtenidos durante mi carrera, lograr la superación académica y científica

Experiencia**2000-2003 Ministerio de Relaciones Exteriores - Panamá**

Jefe del Departamento para la Defensa de los Servicios Internacionales- 2000

- Parte del Grupo Interinstitucional que elaboró las estrategias de la República de Panamá para la salida de la lista de países no cooperadores del Grupo de Acción Financiera Internacional (GAFI)
- Parte del Grupo Interinstitucional del Ministerio en las directrices para la exclusión de la República de Panamá en la lista de Baja Imposición Fiscal o Nula Tributación con la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE)
- Perito designado del Cambio en el Mercado del Peso Clandestino (BMPE) y lavado de dinero o Blanqueo de Capitales

2003- Jefe del Departamento Antiterrorista y Asuntos Conexos de la Dirección General de Organismos y Conferencias Internacionales

- Organización de los Estados Americanos (OEA), Comisión de Seguridad Hemisférica, Comité Contra el Terrorismo, (CICTE), Derechos Humanos
- Organización de las Naciones Unidas (ONU), Centro Regional de las Naciones Unidas (ONU), para la Paz, el Desarme y el Desarrollo en América Latina y el Caribe (UNIRILEC)
- Comisión Interamericana para el Control y Abuso de Drogas (CICAD), Comisión de Seguridad del Sistema de Integración Centroamericana (SICA)

- 1999 Asesora de la Segunda Vicepresidencia del Órgano Legislativo
- Coordiné con la Comisión de Derechos Humanos el tratamiento de los internos de los diferentes centros penitenciarios
 - Coordinación directa con la Defensoría del Pueblos sobre las quejas de los ciudadanos
 - Participé en las Comisiones encargadas de redactar la legislación en materia de derechos humanos relacionados con los menores infractores
- 1998 Asesora del Director del Ferrocarril de Panamá
- Transición entre las Autoridades del Gobierno y lo Trabajadores, camino hacia la privatización de la Entidad Autónoma
 - Curso de formación acerca de las privatizaciones
- 1998-1997 Juez ejecutora de la Caja del Seguro Social
- 1997-1996 Asesora del Parlamento Centroamericano
- 1996-1994 Directora del Centro Femenino de Rehabilitación y el Renacer
- Presidenta de la Comisión carcelaria de los Derechos Humanos
- 1993-1991 Profesora de la Universidad Nacional de Panamá
- 1990-1983 Juez Primera del circuito penal del primer circuito judicial de Panamá del órgano judicial
- 1983-1980 Tribunal Tutelar de Menores - órgano ejecutivo
- 1980-1977 Ministerio de Trabajo - órgano ejecutivo

Educación

- 1978-1983 Universidad Santa Maria la Antigua - Panamá
- Licenciatura en Derecho y Ciencias Políticas
 - Pos-grado en Docencia Superior. Universidad Nacional de Panamá
- Maestría en Criminología con especialidad en Sistema Penitenciario de la Universidad Nacional de Panamá

Intereses

Formar parte del Grupo de Expertos para la Promoción y Protección de los Derechos Humanos

Seminarios

- 2003
- Taller Regional de Capacitación sobre el Convenio de Róterdam, del PNUMA, FAO y Ministerio de Salud, realizado en la Ciudad de Panamá, del 6 al 10 de octubre de 2003
 - Delegado del Seminario Taller sobre el Centro Internacional para el Desarrollo Sostenible- (CIDES), patrocinado por el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) (4 días)
 - XVI Reunión de Directores de Cooperación Internacional de América Latina y El Caribe del Sistema Económico Latinoamericano (SELA) (5 días)
 - Órgano Legislativo: Foro Interparlamentario contra el Tráfico Ilícito de Armas Pequeñas y Ligeras (UNRILEC) (3 días)
 - Sistema Integrado de Centroamérica (SICA): Reunión Técnica preparatoria de la XXVI Comisión de Seguridad de Centroamérica (3 días)
 - Organización de los Estados Americanos (OEA) y (CICAD) Comisión Centroamericana Permanente para la Erradicación de la Producción, Tráfico, Consumo y uso Ilícito de Estupefacientes y Sustancias Psicotrópicas -Plan de Acción Regional- (2 días)
 - Actualización de los Derechos Humanos en la República de Panamá -Colegio Nacional de Abogados de Panamá-(UNICEF) (1 día)
 - Ministerio de Relaciones Exteriores: Estrategias de Negociaciones Comerciales Internacionales (3 días)
 - Negociaciones Comerciales Internacionales aplicado a la firma de Tratados bilaterales y multilaterales (5 días)
 - Seminario Taller sobre la Aplicación de la Corte Interamericana de los Derechos Humanos (3 días)
- 2002
- OEA: IV Curso de Actualización en Derecho Internacional (5 días)
 - Ministerio de Relaciones Exteriores y Comisión Europea: Curso de Formación Diplomática (3 meses)
 - IV Congreso Nacional de Abogados Transformando nuestro Compromiso Social con énfasis en los Derechos Humanos (20 horas)

Taller Bilateral sobre Lavado de Dinero auspiciado por la Embajada de Chile en Panamá (3 días)

2001 Prevención del Delito de Blanqueo de Capitales en la Industria Aseguradora (2 días)

Embajada de los Estados Unidos de América y la Superintendencia de Bancos de Panamá: Prevención del Delito de Blanqueo de Capitales (2 días)

Unidad de Análisis Financiero: Blanqueo de Capitales y Operaciones Bancarias (2 días)

Conferencias

2003 Washington, D.C. 14 al 15 de julio Sesión del Comité Interamericano Contra el Terrorismo (CICTE), Reunión de Expertos

2002 Miami, Estados Unidos de América, 5 al 7 de diciembre Black Market Peso Exchange (B.M.P.E)

Colombia, Cartagena, 5 al 7 de septiembre Encuentro Grupo Multilateral de Peritos (B.M.P.E)

2001 Aruba, 26 al 28 de septiembre, Iera Reunión del Grupo de Expertos del B.M.P.E.

Toronto, Canadá, 9 al 11 de abril, Reunión Preparatoria para la Cumbre de Ministros de Estado

1999 Cartagena de India, Colombia, 10 al 12 de noviembre, Universidad Internacional de la Mujer, Los Derechos Humanos y la Realidad Nacional

1998 San José, Costa Rica, 5 al 7 de octubre, Tratamiento del Menor Delincuente

1995 Cartagena de India, Colombia, 25 al 28 de septiembre, Ier Congreso Iberoamericano del Sistema Penitenciario

Mr. Manuel RODRÍGUEZ CUADROS (Expert)

(Nominated by the Government of Peru)*

Date and place of birth: 17 March 1949, Cusco - Peru

Nationality: Peruvian

Marital status: Married

Name of spouse: Maritza Puertas de Rodríguez

Profession: Diplomat

Name of children: Maia Gabriela (26)
Mariana (20)
Alonso (15)
Diego (9)

EDUCATION

- Undergraduate Degree in Law and Political Science
San Marcos University, Lima - Peru (1967-1972)
- Undergraduate Degree in International Relations
Diplomatic Academy of Peru (1971-1973)
- Masters Degree (D.E.A.) in International Law and International Relations
Université de Paris V - France
- Doctorate in International Law
Honours: International Development Law
Université de Paris V - France (1983-1984)
- Diploma in International Economic Relations
Institut d'Administration Publique
Paris - France (1985)
- Diploma in International Political Relations
Institut d'Administration Publique
Paris - France (1980)

* The Spanish version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the Secretariat.

- Diploma in American Politics
New York University,
New York - United States of America (1986-1987)

Work experience in the diplomatic service

- Third Secretary, Bordering Nations Department (1974)
- Secretary, Ecuador Department, Bordering American Nations Directorate, Ministry of Foreign Affairs (1974)
- Secretary, Studies Directorate, Assistant Secretary's Office for Planning, Ministry of Foreign Affairs (1975)
- Head of the Non-Aligned Countries Department, Ministry of Foreign Affairs (1976)
- Member of Peru's Permanent Representation to the Latin America Free Trade Association, Montevideo, Uruguay (1977-1979)
- Head of the Political Section, Embassy of Peru in France and Peru's Deputy Permanent Representative to the Intergovernmental Council of Copper Exporting Countries (CIPEC), Paris (1980-1984)
- Deputy Director of Integration, Ministry of Foreign Affairs, Lima (1984-1985)
- Director of Economic Matters, Ministry of Foreign Affairs, Lima (1985-1986)
- Counsellor, Head of the Political Section of Peru's Permanent Representation to the United Nations, New York (1987)
- Peru's Deputy Permanent Representative to the United Nations, New York (1988-1989)
- Minister Counsellor, Embassy of Peru, Ecuador (1989-1990)
- Director-General of Coordination, Ministry of Foreign Affairs, Lima (1990-1991)
- Director-General of Planning, Ministry of Foreign Affairs, Lima (1991-1992)
- Senior Advisor to the President of the 47th Period of Sessions of the United Nations Commission on Human Rights, Geneva
- Vice-Chairman of the Social Committee of the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC)
- Adviser to the Minister of Foreign Affairs, Lima (1998)
- Peru's Deputy Permanent Representative to the United Nations and to other International Organizations headquartered in Geneva (1998-2000)

- Peru's Deputy Permanent Representative to the World Trade Organization (1998-2000)
- Peru's Permanent Representative to the OAS, Washington (2000)
- Peru's Vice-Minister of Foreign Affairs (2001- to date)

Professional experience in the United Nations organization and in non-governmental organizations

- Representative of the United Nations Development Programme, 52nd Period of Sessions of the Commission on Human Rights, Geneva
- Representative of the United Nations Observer Mission in El Salvador (ONUSAL), 49th Period of Sessions of the United Nations Commission on Human Rights, Geneva
- Member of the United Nations Sub-Commission on the Protection and Promotion of Human Rights (2000-2004)
- Vice-President of the United Nations Sub-Commission on the Protection and Promotion of Human Rights (2000-2001)
- Member of the Working Group on Situations of the United Nations Commission on Human Rights (2000-2004)
- Member of the Working Group on Multinational Companies and Human Rights of the United Nations Sub-Commission for the Protection and Promotion of Human Rights (2000-2001)
- UNDP International Director (Human Rights), El Salvador (1998)
- Deputy Negotiator to the Special Representative of the United Nations Secretary-General in the Peace Negotiations between Guatemala's *Unión Nacional Revolucionaria* and the Government of Guatemala (1996-1997)
- Consultant to the United Nations Observer Mission in Guatemala (MINUGUA) (1997)
- Member of the Commission appointed by the United Nations Secretary-General for the establishment of the United Nations Observer Mission for International Verification of Human Rights in Guatemala (MINUGUA) (1996)
- Principal Advisor on Human Rights of the United Nations Observer Mission in El Salvador (ONUSAL) (1992-1994)
- UNDP International Director (1996-1998)
- Senior Political Officer, Department of Political Affairs, United Nations General Secretariat (1995)
- Consultant to the Andean Commission of Jurists (1995-2000)

- Legal Advisor to the World Association of Community Radio Broadcasters (AMARC) (1998)
- Consultant to Peru's Ombudsman

Academic and teaching experience

- Professor of Peru's Political Thought, San Martin de Porras University (1974-1975)
- Professor of International Affairs, Diplomatic Academy of Peru
- Professor of International Affairs, Master's Programme in International Law, Catholic University of Peru
- Professor of International Affairs and International Law, Master's Programme in International Law, José Matías Delegado University, El Salvador
- Visiting Professor, Institute of Public Administration, Paris
- Professor of International Right to Development, Diplomatic Academy of Peru
- Professor of Theory of International Affairs
- Professor of Theory of International Negotiations, Diplomatic Academy (1985-1986)
- Professor at the *Escuela Superior de Guerra Naval*, Lima (1990-1991)
- Professor at the *Centro de Altos Estudios Militares del Peru*
- Professor at the *Centro de Altos Estudios Nacionales del Peru*

Membership

- *Centro Peruano de Relaciones Internacionales*, Lima
- Council of the Permanent Forum on International Affairs, Lima
- French Institute of International Affairs
- Swiss Forum for International Affairs
- Associate Member of the Latin American Association of Public International Law (ALADIP)

Publications

- Manual for the Identification of Human Rights Violations (PNUD) (1998)
- Integration of International and National Systems for the Protection of Economic and Social Rights, Human Rights Programme (PDH) El Salvador (1997)
- Manual for Investigation of Violations of the Right to Life, Security and Integrity of the Person (Editor) PNUD-PDH, El Salvador (1996)
- Impunity in Central America: Causes and Effects (with other authors), CODEHUCA, San José (1995)
- Peru's Foreign Policy (with other authors), CEPEI, Lima (1996)
- Security and Foreign Policy in Peru (with other authors), Lima
- Carlos García Bedoya and Peru's Foreign Policy (with other authors), Ed. Mosca Azul, Lima (1991)

Author of various articles on subjects related to international politics and international law published in several publications in Peru and abroad

Ms. Elizabeth SALMÓN GÁRATE (Suplente)

(Propuesto por el Gobierno del Perú)

1. Datos personales

Nombre: Elizabeth Salmón Gárate
Lugar y Fecha de Nacimiento: Lima, 18 de septiembre de 1966
Dirección: Pablo Carriquiry 385, Dpto.202. San Isidro, Lima

2. Grados obtenidos

Bachiller en Derecho: 10 de marzo de 1992
Título de Abogada: 23 de abril de 1992 (Por la elaboración y sustentación de la tesis titulada "El Cierre Patronal" (septiembre de 1990 - marzo de 1992). Mención: Sobresaliente.

3. Estudios

3.1. Universitarios

Estudios Generales Letras

Pontificia Universidad Católica del Perú (1984-1985)

Derecho

Pontificia Universidad Católica del Perú (1986-1990)

3.2. Postgrado

Doctorado en Derecho Público, adscrito al Departamento de Derecho Administrativo e Internacional Público. Universidad de Sevilla (1992-1994)

Diplomatura en Derecho Comunitario Europeo. Universidad de Sevilla 1992-1993

3.3. Otros estudios en la especialidad

Centro de Investigaciones de la Academia de Derecho Internacional de la Haya (Naciones Unidas). Tema: Sanciones Económicas. Holanda: Agosto-Septiembre 2000. Participaban veinte investigadores y profesores universitarios de diferentes países

Seminario en Derecho Internacional Humanitario dirigido a profesores universitarios organizado por el Comité Internacional de la Cruz Roja y el Instituto de Altos Estudios Internacionales de Ginebra. Participaban 24 profesores universitarios de veintidós países. Suiza, Agosto 2000

Seminario de Derecho Internacional de la Comisión de Derecho Internacional de las Naciones Unidas. Ginebra, junio-julio de 1999

Universidad Diego Portales. III Curso Regional de Entrenamiento en el Derecho Internacional de los Derechos Humanos. Santiago de Chile, 16 al 27 de noviembre de 1998

Instituto de Estudios Europeos de la PUCP. Amsterdam: A new treaty of Europe. Ponente: Dr. Thomas Bruha. Lima, 10-12 de noviembre de 1997

Instituto de Estudios Europeos de la PUCP. Seminario Democracia y Ciudadanía: el modelo de la Unión Europea. Ponente: Dra. Araceli Mangas. Lima, 25-27 de agosto de 1997

Academia de Derecho Internacional. Curso de Derecho Internacional Público. La Haya-Holanda, 24 Julio-11 Agosto de 1995

"Tendencias Actuales en Derecho Internacional". Centro Mediterráneo de la Universidad de Granada. Almuñécar, septiembre de 1994

"Naciones Unidas: ¿Fuerzas para la paz o paz a la fuerza?". Universidad Internacional Menéndez y Pelayo. Santander, julio de 1994

Curso de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales de Vitoria-Gasteiz. Universidad del País Vasco, España. Del 12 al 17 de julio de 1993

Seminario de Derecho Internacional "¿Un Nuevo Orden Mundial?" Octubre de 1992-marzo de 1993. Dirigido por el Catedrático Juan Antonio Carrillo Salcedo en la Universidad de Sevilla

Curso de Relaciones Internacionales del Perú con los países americanos. Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú:

I Ciclo: Relaciones Bilaterales del Perú y Ecuador. Lima, Noviembre de 1991

II Ciclo: El Perú en el contexto interamericano. Lima, Mayo de 1992

III Ciclo: Relaciones Bilaterales del Perú y los Estados Unidos de América. Lima, Julio 1992

IV Taller de Administración de Justicia y Derechos Humanos. Organizado por el Departamento Jurídico de la Comisión Episcopal de Acción Social-CEAS. Chacabuco, Agosto de 1990

III Taller de Administración de Justicia y Derechos Humanos. Organizado por el Departamento Jurídico de la Comisión Episcopal de Acción Social-CEAS. Chacabuco, Agosto de 1989

4. Participaciones en congresos y eventos

Reunión de Expertos Regional en Derecho internacional humanitario. México, julio de 2003

Profesora invitada de la Maestría en Jurisdicción Penal Internacional organizada por la Universidad de Sevilla, España. Realizada en la Universidad Internacional de Andalucía, Agosto-Diciembre de 2002. Módulo: Cooperación Internacional con la Corte Penal Internacional (diciembre de 2002)

Consejo Supremo de Justicia Militar. Curso de Derecho internacional de los derechos humanos y Derecho internacional humanitario. Lima, mayo-julio, 2003

Ponente en seminario sobre la Reforma del Código de Justicia Militar. Lima: Noviembre de 2002. Organizado por el Consejo Supremo de Justicia Militar

Curso de Derechos Humanos organizado por el Consejo Nacional de Derechos Humanos (Ministerio de Justicia) dirigido a oficiales de las Fuerzas Armadas. Lima: junio y octubre de 2002

Ponente en seminarios organizados por la Defensoría del Pueblo (para oficiales de la Policía Nacional en Lima, julio del 2000 y para público académico y judicial en la Universidad de Piura, noviembre del 2000)

Ponente en el Curso Básico de Derecho Internacional Humanitario a cargo del Profesor Christophe Swinarski. Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, septiembre de 1999

Curso sobre el Debido Proceso dirigido a los miembros del Consejo Supremo de Justicia Militar organizado por el Instituto de Estudios Internacionales de la PUCP. Ponencia sobre "El Debido Proceso en la Comisión y Corte Interamericanas de Derechos Humanos". Lima, 27 de mayo de 1999

Primer Modelo de Asamblea General de los Estados Americanos. Buenos Aires, septiembre de 1997

Jornadas sobre Refugiados: Derecho y Solidaridad. Universidad de Sevilla, Febrero de 1994

III Jornadas de Derecho Internacional Humanitario. Universidad de Sevilla, junio de 1993

5. Experiencia laboral

5.1. Pontificia Universidad Católica del Perú

Profesora a tiempo completo adscrita al Departamento de Derecho. Marzo de 1997 a la fecha. Especialidad: Derecho Internacional Público y Derechos humanos

Investigadora Principal del Instituto de Estudios Internacionales de la PUCP. Mayo del 2001 a la fecha

Profesora del curso "Seminario de Derechos Fundamentales". Maestría en Derecho con mención en Derecho Constitucional. Semestre 2002-I

5.2. Otras instituciones

a) Academia de la Magistratura

Profesora del curso sobre Derecho internacional de los derechos humanos. Lima: agosto y septiembre de 2002

Profesora del Módulo de Razonamiento Jurídico del Curso Básico de Actualización para Magistrados a nivel nacional. Sesiones de Arequipa (Arequipa 14 y 15 de septiembre) y Cuzco (Cuzco 21 y 22 de septiembre de 1998)

Profesora del Programa de Formación de Aspirantes (PROFA). Curso: Razonamiento Jurídico. Octubre- Noviembre de 1997

Asesora académica del Programa de Formación de Aspirantes a la carrera judicial. Etapa de diseño. Enero-marzo de 1997

b) Otras ocupaciones

Ministerio de Defensa. Asesoría externa. Mayo de 2003 a la fecha

Comisión de la Verdad y la Reconciliación. Consultoría externa en temas de Derecho internacional humanitario. Febrero-marzo 2003

Comité Internacional de la Cruz Roja. Consultoría externa para temas específicos. Informe 2000 (Compatibilidad del ordenamiento jurídico peruano con el Derecho internacional humanitario) y 2002 (Las violaciones al Derecho internacional humanitario en los conflictos armados no internacionales)

Ministerio de Justicia (febrero-agosto de 2001). Asesora Externa en Derecho internacional de los Derechos Humanos

DEMUS. Estudio para la Defensa de los Derechos de la Mujer. Asesora externa de la Investigación: "Derechos Humanos de las Mujeres". Septiembre de 1997

Diario Oficial "El Peruano". Suplemento Derecho & Economía. Coordinadora de Derecho y encargada de la sección de Derecho Internacional (Junio - Septiembre de 1992)

Prácticas Preprofesionales en el Departamento Jurídico (Área de Derechos Humanos) de la Comisión Episcopal de Acción Social, CEAS (Febrero de 1988- Agosto de 1990)

6. Investigaciones y publicaciones

6.1. Investigaciones

Tesina "Aproximación a la Doctrina Latinoamericana de Derecho Internacional Público", Febrero-Julio de 1994. Doctorado de Derecho Público de la Universidad de Sevilla

Preparación de los Materiales del Módulo de Razonamiento Jurídico del Programa de Formación de Aspirantes. Academia de la Magistratura: Julio -agosto de 1997

Adecuación del Ordenamiento Jurídico Peruano a las disposiciones del Derecho Internacional Humanitario. Investigación encargada por el Comité Internacional de la Cruz Roja. Lima, Diciembre de 1999- Mayo del 2000. La investigación culminó con la publicación del libro: Encuentros y Desencuentros (véase publicaciones)

Centro de Investigaciones de la Academia de Derecho Internacional de La Haya. Tema: "Humanitarian Limitations applying to Economic Sanctions". Agosto-septiembre del 2000

6.3. Publicaciones

a) Libros

Encuentros y Desencuentros: El Perú y el Derecho Internacional Humanitario. Lima: Comité Internacional de la Cruz Roja, 2001

La Corte Penal Internacional y las medidas para su implementación en el Perú. (coordinadora). Lima: Fondo Editorial, 2001

Las obligaciones Internacionales del Perú en materia de Derechos Humanos (coautora). Lima: Fondo Editorial de la PUCP, 2000 y 2002

Capítulo de libro: "Las acciones de interés público y el Derecho internacional de los Derechos humanos". Obra colectiva: Derecho y Ciudadanía: Ensayos de Interés Público. Lima: Fondo Editorial, 2001

Capítulo de libro: "Aplicación del Derecho internacional humanitario y la Justicia Penal internacional. Los retos del Derecho internacional humanitario". Obra colectiva: Los Derechos humanos y la Globalización: Avances y Retrocesos. Lima: Comisión Andina de Juristas, 2003

b) Artículos

"Los aspectos internacionales de la Reforma de la Constitución". **Pensamiento Constitucional**. En imprenta. Número noviembre de 2001-noviembre de 2002

"Las Normas Internacionales en la Propuesta de la Comisión de Estudio de las Bases de la Reforma Constitucional del Perú". **Agenda Internacional**, Año VIII, n° 16, enero-diciembre de 2001

"Las acciones de interés público y el Derecho internacional de los Derechos humanos". Cuadernos de Análisis jurídico, n° 11, noviembre del 2001. **Escuela de Derecho de la Universidad Diego Portales (Chile)**

(Coautora) "Los tribunales internacionales que juzgan individuos: el caso de los tribunales *ad-hoc* para la Ex-Yugoslavia y Ruanda y el Tribunal Penal Internacional como manifestaciones institucionales de la subjetividad internacional del ser humano". **Revista Derecho & Sociedad**, Año XI, n° 15, agosto del 2000, pp. 9-28

"Las Naciones Unidas y el caso de Timor Oriental". **Revista Ius et Veritas**. Año IX, n° 19, enero del 2000, pp. 168-178

Derecho internacional público. Materiales de enseñanza. Lima, PUCP: Servicio de Publicaciones para la docencia, 1999

"América Latina y la Universalidad de los Derechos Humanos". **Agenda Internacional**, Año VI, n° 12, enero-junio 1999, pp.123-136

"Delimitación y Tendencias Actuales en la Regulación del Cierre Patronal". Junio de 1994. En: **Revista de Estudios Financieros**, N° 140, **Madrid**, 1994

"Derechos Humanos en América Latina". Comentarios a la Declaración de San José sobre los Derechos Humanos. En: **Revista de la Asociación para las Naciones Unidas. Barcelona**, octubre 1994, número 1, IV época. (Con difusión en España e Iberoamérica)

"Las Reservas a los Tratados Internacionales". En: **Revista Thémis**, segunda época, N° 21, Lima, Pontificia Universidad Católica, 1992

7. Idiomas

Inglés

University of Cambridge. First Certificate in English. Junio de 1994

Francés

Alianza Francesa de Lima (estudios completos) y Centro de Idiomas de la Pontificia Universidad Católica del Perú (curso de Francés para Derecho). Agosto de 1992.

Mr. Marc BOSSUYT (Expert)

(Nominated by the Government of Belgium)*

Academic background

- Doctor of Law, Ghent State University (1968)
- Certificate of International Relations, Bologna Centre of the School of Advanced International Studies of the Johns Hopkins University (1969)
- Scholarship of the Swiss Confederation (1969-1970)
- Research Fellow of the Belgian “Fonds National de Recherche Scientifique” (1970-1973)
- Diploma of International and Comparative Law of Human Rights of the International Institute of Human Rights, Strasbourg (1972)
- “Certificat d’Etudes supérieures”, Graduate Institute of International Studies, Geneva (1973)
- “Docteur ès sciences politiques” of the University of Geneva (Graduate Institute of International Studies) (thesis on “L’interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l’homme”, Brussels, Bruylant, 1976, 262 p.)

Professional career

United Nations system for the promotion of human rights

United Nations Division of Human Rights at Geneva:

- Human Rights Officer (1975-1977)

United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (since 1999: Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights)

- Member (1981-1985 and 1992-1999), Rapporteur (1992 and 1997) and Vice-Chair (1983 and 1999)
- Member (1982-1984) and Chair/Rapporteur (1985) of the Working Group on Human Rights Communications

* The French version of this curriculum vitae is available for consultation in the files of the Secretariat.

- Member (1996-1997) of the Working Group on Contemporary Forms of Slavery
- Special Rapporteur for studies on:
 - (a) a Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights aiming at the abolition of the death penalty (1985-1988) adopted by the United Nations General Assembly in 1989
 - (b) the concept and practice of affirmative action (1999-2002)

United Nations Commission on Human Rights

- Representative of Belgium to the United Nations Commission on Human Rights (1986-1991)
- Vice-Chair (1986) and Chair (1989)
- Member (1987) and Chair/Rapporteur (1988) of the Working Group on Human Rights Situations

Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD)

- Member (2000-) and Rapporteur (2001)

World Conference on Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance (Durban, 2001)

- Chair/Rapporteur of the Working Group on the Draft Declaration

Professional activities in Belgium

Professor of International Law and International Organizations at:

- Antwerp University-UIA (Belgium) (since 1977)
- The School of Military Administrators in Brussels (1984-1993)

Commissioner-General for Refugees and Stateless Persons (1987-1997)

- The Commissioner-General for Refugees and Stateless Persons is the independent administrative authority to determine the status of refugees in Belgium

Judge at the Court of Arbitration (since 1997)

- The Court of Arbitration is the Belgian Constitutional Court that ensures respect of the respective competences of the Federal State, the communities and the regions in Belgium as well as human rights and fundamental freedoms, including those guaranteed by international treaties

Miscellaneous

- Visiting-Professor at:
 - the Summer Session of Santa Clara University Law School (California), in Strasbourg (1979 and 1981-1983), Santa Clara (1980) and Geneva (1984 and 1986-1987)
 - the Law Faculty of Burundi University at Bujumbura (1980-1983 and 1985)
 - the Law Faculty of the National University of Rwanda in Butare (1981 and 1984)
- Coordinator of a Project of Assistance to the Law Faculty of the University of Burundi (1980-1987; 2000-)
- Lectures, mainly on Human Rights, in Jerevan (Armenia), Vienna (Austria), Strasbourg (France), Thesaloniki (Greece), Messina (Italy), Nijmegen and The Hague (Netherlands), Lisbon (Portugal), Geneva and Lausanne (Switzerland), Warsaw (Poland), Kiev (Ukraine), Cape Town (South Africa), Bujumbura (Burundi), Kigali and Butare (Rwanda), Nouakchot (Mauritania), Banff, Calgary, Montreal and Winnipeg (Canada), Buffalo NY, Cambridge MAS, Denver CO, Sta. Clara CA, South Bend IND and Washington D.C. (United States of America)
- Human rights missions to:
 - Suriname (1983) on behalf of the International Commission of Jurists
 - Mauritania (1984) on behalf of the United Nations Sub-Commission on Human Rights
 - Slovakia and Hungary on behalf of the ECSC-High Commissioner on National Minorities (1993)
 - Official visits (1990) to Amman, to Islamabad and to refugee camps in Peshawar
 - In his capacity of Commissioner-General for Refugees: informal consultations on refugee issues in Geneva, Dardagny, Semmering, Evian, Niagara-on-the-Lake and Scheveningen
 - Numerous lectures on refugees and asylum-seekers, especially in Belgium
 - Member of the scientific committee of the “United Nations/Comparative Regional Integration Initiative”, “Collège de l’Europe”, Bruges (since 2001)
 - Member of the Advisory Council of the “Revue belge de droit constitutionnel” (2001-)
 - Member of the Scientific Council of the International Institute of International Relations (since 1998)

- Vice-President of the (Flemish) Inter-University Centre for Human Rights (since 1992)
- Member of the editorial staff of the “Revue belge de droit International” (1990-)
- Vice-President of the Flemish United Nations Association (1982-1988)
- President of the “International Peace Information Service” (since 1981)
- Secretary-General of the “Belgian Society of International Law” (1978-1990)
- Member (since 1973) and Vice-President (1990-2000) of the Executive Council of the “International Institute of Human Rights” at Strasbourg
- Author of more than 100 scientific articles and of a “Guide to the ‘travaux préparatoires’ of the International Covenant on Civil and Political Rights”, Dordrecht, Nijhoff, 1987, 888 p.

PUBLICATIONS

“Procedureaspecten in de Landloperszaak voor het Europees Hof van de Rechten van de Mens” (Procedural aspects in the case of the vagabonds at the European Court of Human Rights), *Rechtskundig Weekblad*, 1971/1972, pp. 1237-1246.

“Het discriminatieverbod van de Europese Conventie van de rechten van de mens in de rechtspraak van de Commissie na het Belgisch taal arrest” (The prohibition of discrimination in the European Convention on Human Rights in the jurisprudence of the Commission after the judgement on Belgian linguistic matters), *Revue belge de droit international*, 1972, pp. 1811-1834.

“De houding van de ontwikkelingslanden tegenover het *ius cogens* en het Internationaal Gerechtshof” (The attitude of the developing countries towards the *ius cogens* and the International Court of Justice), *Internationale Spectator*, 1972, pp. 1811-1834.

“Het Internationaal Privaatrecht op Europese Wegen: het Verdrag van Brussel over de gerechtelijke bevoegdheid en tenuitvoerlegging” (The European dimension of international private law: the Brussels Treaty on judicial competence and execution), *Rechtskundig Weekblad*, 1972-1973, pp. 1939-1952.

“La distinction juridique entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels”, *Revue des droits de l’homme*, 1975, pp. 783-820.

L’interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l’homme, introduction by Professor G. Abi-Saab, Brussels, Bruylant, 1976, 262 p.

“Notes relating to the International Covenants on Human Rights”, *Human Rights Journal*, 1977 pp. 297-309.

“De rechten van de mens in de Slotakte van Helsinki” (Human rights in the final act of the Helsinki Conference), *Studia diplomatica*, 1977, pp. 549-566.

“Juridische kanttekeningen bij de slotakte van Helsinki” (Some observations on the final act of the Helsinki Conference), *Rechtskundig Weekblad*, 1977/1978, pp. 1921-1938.

“Case concerning sovereignty over certain frontier” in K. Marek, *Digest of the Decisions of the International Court*, vol. II: International Court of Justice, The Hague, Nijhoff, part 1, 1977, pp. 606-621.

“The UN and Civil and Political Rights in Chile”, *International and Comparative Law Quarterly*, 1978, pp. 462-471 (also in R. Lillich, and F. Newman, *International Human Rights: Problems of Law and Policy*), Boston, 1977, pp. 303-311.

“De houding van de Negen op de 32^e Algemene Vergadering van de Verenigde Naties” (The attitude of the IX on the occasion of the United Nations 32nd General Assembly), *VVN-Contactblad*, September 1978, pp. 14-26.

“De directe werking van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten” (The direct applicability of the International Covenant on Civil and Political Rights), *Rechtskundig Weekblad*, 1978/1979; pp. 235-248.

“Le règlement intérieur du Comité des droits de l’homme”, *Revue belge de droit international*, 1978-1979/1, pp. 104-156.

“De werking van de Europese Conventie van de rechten van de mens” (The application of the European Convention on Human Rights) in M. Bossuyt, and Y. Vandenberghe, *De rechten van de mensen in internationale betrekkingen*, Wilrijk, UIA, 1979, pp. 19-34.

“L’arrêt Marckx devant la Cour européenne des droits de l’homme” (The Marckx judgement at the European Court of Human Rights), *Revue belge de droit international*, 1980/1, pp. 53-81; “Publiekrechtelijke aspecten van het arrest Marckx”, *Rechtskundig Weekblad*, 1979/1980, pp. 929-970.

“The direct applicability of international instruments on human rights”, *Revue belge de droit international*, 1980/2, pp. 317-343; also in S.B.D., *L’effet direct en droit belge des traités internationaux en général et des instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme* Brussels, Bruylant, 1981, pp. 79-105.

“La coopération internationale au développement”, *Revue juridique du Rwanda*, 1981/3, pp. 307-314.

“The domestic judge and the International Covenant on Civil and Political Rights”, *Topical Law* (North London), October 1981, also in *Résumé des Cours de la 12^{ème} session d’études de l’Institut international des droits de l’homme*, Strasbourg, July 1981.

“Belgisch pro deo stelsel strijdig met de Europese Conventie van de rechten van de mens?” (The Belgian pro deo system incompatible with the European Convention on Human Rights?), *Rechtskundig Weekblad*, 1981/1982, pp. 445-447.

Compte rendu de “Le droit des traités dans l’ordre juridique et dans la pratique diplomatique belges par Jean Masquelin”, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1982, pp. 872-873.

“De zaak Van der Mussele betreffende het Belgisch pro deo stelsel verwezen naar het Hof van Straatsburg” (The Van der Mussele Case on the Belgian pro deo system committed to the Court of Strasbourg), *Rechtskundig Weekblad*, 1982/1983, pp. 1149-1151.

“Human Rights in Suriname”, *I.C.J.-Review*, July 1983, pp. 52-62.

“België partij bij de VN-pacten inzake mensenrechten - 21 juli 1983” (Belgium States Party to the UN Conventions on Human Rights), *Rechtskundig Weekblad*, 1983/1984, pp. 781-790.

“Droits linguistiques: une perspective européenne”, *Manitoba Law Journal*, 1983, pp. 663-667.

Cours de droit international public et de droit des organisations internationales, Université nationale du Rwanda (Butare) et Université du Burundi (Bujumbura), 1984, 179 p.

“Krachtlijnen voor een efficiëntere ontwikkelingssamenwerking” (Guidelines for more efficient development cooperation), *Het Volksbelang*, July/August 1984, p. 3.

Volkenrechtelijke aspecten van kernwapenvrije zones (“International public law and denuclearised zones”, Brussels, Centre d’études de la Défense, 1984, 332 p: *Kernwapenvrije Zones* (Denuclearized zones), Antwerp, Omega, 1984, 363 p.

“Report of a UN-mission to Mauritania” (United Nations document E/CN.4/Sub.2/1984/23), 18 p. and 7 supplements.

“Judges and Judgements: 25 years of juridical activity of the Court of Strasbourg” (avec Y. Vanden Bosch), *Revue belge de droit international*, 1984-1985, pp. 695-712.

“La pratique en droit international public”, in Travaux de l’Association Henri Capitant, *Le rôle de la pratique dans la formation du droit*, Paris, Economica, 1985, pp. 553-558.

De Verenigde Naties anno 1985 (The United Nations anno 1985), Antwerp, IPIS-brochure 1, 1985, 66 p.

“De bijzondere procedures van de VN-Commissie voor de Mensenrechten” (The special procedures of the UN Commission on Human Rights), *Liber amicorum Elie van Bogaert*, Antwerp, Kluwer, 1985, pp. 19-47.

“Internationaal recht als recht” (International law as law), *Nieuwe Tijdingen*, December 1985, 9-11.

“The Development of Special Procedures of the UN Commission on Human Rights”, *Human Rights Law Journal*, 1985, 179-210; also published in “Collection des Cours, 16ème Session d’études, Institut International des droits de l’homme, Strasbourg, 1-26 July 1985, 33 p. and in F. Newman and D. Weissbrodt, *International Human Rights: Law, Policy and Process*, Cincinnati, Anderson, 1990, pp. 123-129.

“Human Rights and non-intervention in domestic matters”, *ICJ The Review*, December 1985, pp. 44-52.

“Les affaires belges devant les organes de la Convention européenne des droits de l’homme”, *Revue belge des droits de l’homme*, 1986/1, pp. 208-220.

“VLIR-bijstand aan de rechtsfaculteit van de Universiteit du Burundi (The assistance of the Flemish inter-university Council to the Law Faculty of Burundi University), *Nieuwe Tijdingen*, 1986, pp. 45-47.

“Coexistence in some plural European societies: Belgium, Part I”, *The Minority Rights Group Report*, No. 72, 1986, pp. 11-12.

“The UN Human Rights Commission”, in K. Wellens (Ed.), *Peace and Security: Justice and Development*, The Hague, Institut Asser, pp. 77-80.

“The Principle of Equality in Article 26 of the International Covenant on Civil and Political Rights”, A. Mestral (Ed.), *The Limitation of Human Rights in Comparative Constitutional Law*, Québec, Y. Blais, 1986, pp. 269-288.

Guide to the “travaux préparatoires” of the International Covenant on Civil and Political Rights, Dordrecht, Nijhoff, 1987, 851 p.

“Analysis of the proposal for the elaboration of a second facultative protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights in view of the abolition of the death penalty”, United Nations Document E/CN.4/Sub.2/1987/20, 73 p.

“Final follow-up report to the mission in Mauritania” (United Nations Document, E/CN.4/Sub.2/1987/27), 18 p.

“Human Rights as an element of foreign policy”, *Bulletin of Human Rights*, Geneva, United Nations, 1989, pp. 27-33 “De bevordering van de mensenrechten als zelfstandig deel van het buitenlands beleid” (La promotion des droits de l’homme en tant qu’élément autonome de politique étrangère) in Vlaanderen, België en Europa en de Wereld in *LSC-Documenten* No. 2, 1987, pp. 85-88.

“International Protocols Aiming at the Abolition of the Death Penalty”, *Revue internationale de droit penal*, 1987, pp. 371-385.

“The Death Penalty in the ‘travaux préparatoires’ of the International Covenant on civil and political rights”, *Essays on the Concept of a “Right to Live”*, Brussels, Bruylant, 1988, pp. 251-265.

“For an integrated refugee policy better adapted to present circumstances”, in *Refugees in the World: The European Community's Response*, Utrecht, SIM (Special No. 10), 1989, pp. 37-44. “Pour une politique intégrée en matière de réfugiés mieux adaptée aux circonstances actuelles”, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 1990, pp. 257-265.

“Ontwikkelingssamenwerking en mensenrechten”, (Development Cooperation and Human Rights), *Bulletin des Séances*, Académie royale des sciences d'outre-mer, Brussels, 1990, pp. 45-52; “Het Spanningsveld tussen ontwikkelingssamenwerking en mensenrechten”, *PRAGMAGazine*, 1990, Gavere, Pragma, pp. 9-10.

“Enkele krachtlijnen voor een aangepast defensiebeleid” (Guidelines for an adjusted defence policy), *Het Keerpunt*, Antwerp, PKI, 1990, pp. 9-11.

“Two new regional conventions with respect to the prohibition of torture”, in F. Matscher (Ed.), *The prohibition of torture and freedom of religion and of conscience: comparative aspects*, Strasbourg, Engel Verla, 1990, pp. 81-92.

“La mise en œuvre de la nouvelle loi belge sur les réfugiés”, in *La Reconnaissance de la qualité de réfugié et l'octroi de l'asile*, Brussels, Bruylant (Collection de droit international, No. 25), 1990, pp. 171-187 *Revue belge de droit international*, 1989, pp. 171-187.

“La Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant” in *Revue universelle des droits de l'homme*, 1990, pp. 141-144; “Van de VN-Verklaring naar de VN-Conventie over de rechten van het kind”, in *XXXème Anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'enfant*, Brussels, AMADE, 1989, pp. 63-67; “De VN-Conventie over de rechten van het kind”, in L. Catrysse and E. Verhellen, *Internationaal Regionaal en Nationaal Beleiden en de UNO-Conventie voor de rechten van het kind*, (Studie- en Documentatiecentrum voor rechten van kinderen, Cahier8), Ghent, RUG, 1990, pp. 59-68.

“Belgium” (with D. LEONARD), in *Minorities and Autonomy in Western Europe* (A Minority Rights Report), London, MRG, 1991, pp. 19-23.

“Conventies en wetten: oorzaak of oplossing voor vluchtelingen- en asielzoekersproblemen” (Conventions and laws: origin or solution to the problems of refugees and asylum-seekers), in *Georganiseerd geweld: rouw zonder einde*, Ghent, VVGG, 1992, pp. 145-149.

“Het gelijkheidsbeginsel in de internationale pacten inzake mensenrechten” (The principle of equality in the international Covenants on Human Rights), in A. Alen and P. Lemmens, *Gelijkheid en Non-Discriminatie/égalité et Non-Discrimination*, 1991, Antwerp, Kluwer, pp. 33-46.

“Asiel in Migratieperspectief” (Asylum in an immigration perspective), in J. Ramakers (Ed.), *Asiel en Migratie* (Steunpunten Migranten-Cahiers No. 3), Louvain, HIVA, 1992, pp. 22-29.

“International Human Rights Systems: Strengths and Weaknesses” in K. Mahoney and P. Mahoney, *Human Rights in the 21st Century: A Global Challenge*, Dordrecht, M. Nijhoff, 1992, pp. 47-55.

“Les demandeurs d’asile: protéger les réfugiés tout en réduisant le nombre des étrangers Illégaux”, *Libéralisme*, 1993, pp. 33-45.

“Enkele beschouwingen bij de nieuwe asielwet van 6 mei 1993” (Observations on the new asylum law of 3 May 1993) in M. Foblets and S. Parmentier (Ed.), *De Nieuwe Vluchtelingenwet: Commentaar op de wet van 6 mei 1993*, Ghent, Mys and Pesach, 1993, pp. 83-93.

Introduction to D. Vanheule, *Vluchtelingen: een overzicht na de wet van 6 mei 1993*, (Refugees: a survey after the law of 6 May 1993) Mys and Breesch, pp. v-vi.

“Les travaux du Comité de l’ONU des droits de l’homme” *Revue trimestrielle des droits de l’homme*, 1994, pp. 31-40.

De betekenis van het Internationaal Verdrag Burgerrechten en Politieke Rechten voor de interne rechtsorde, (The implications of the International Covenant on Civil and Political Rights for the internal judicial system), Antwerp, Maklu, 1993, pp. 9-21.

“Nouvel Ordre ou Nouveau Désordre International”, *Libéralisme*, 1995, pp. 87-95 (also published in Dutch).

“La Belgique et la Commission des droits de l’homme de l’ONU (1986-1991)”, *La Belgique et 50 ans de l’ONU*, Brussels, Vif Ed., 1995, pp. 47-563.

“Article 14” [L’interdiction de la discrimination] in L.E. Pettiti, E. Decaux and P-H Imbert, *La Convention européenne des droits de l’homme*, Paris Economica, 1985, pp. 475-488.

“La Cour d’arbitrage: Contrôle d’égalité ou contrôle d’opportunité? A propos de la faculté de suspension par le Conseil d’Etat des décisions confirmatives du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides”, *Revue trimestrielle de l’homme*, 1996, pp. 551-571; “Het Arbitragehof en de opschortingsmogelijkheid door de Raad van State van de bevestigende beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de straatlozen”, in De Feyter, K. Foblets, M.-C1, and B. Hubeau, *Migratie- en Migrantenrecht: Recente Ontwikkelingen*, Bruges, die Keure, 1995, pp. 75-98.

“Le CGRA et les personnes déplacées de l’ex-Yougoslavie”, *Revue du droit des étrangers*, 1995, pp. 467-477.

“Overview of Council of Europe on the status and rights of aliens, including refugees and asylum-seekers”, in Council of Europe, Seminar on the “Legal Status of Aliens, European Standards and Unification Trends and their possible impact on Central and Eastern European Countries” (Warsaw, 7-9/11/995) (DEMO-DROIT CR(96)1), 17 p and *Polish Yearbook of International Law*, 1995/1996, pp. 37-48.

“The International Covenant on Civil and Political Rights and Children”, in E. Verhellen, *Collected Papers presented at the first International Interdisciplinary Course on Children’s Rights*, Ghent, 1996, pp. 303-308.

“Minderjarige Asielzoekers” (Under age asylum-seekers), in E. Verhellen (Ed.), *Rechten van kinderen in de wereld*, (Cahier 15), Ghent, 1996, pp. 169-221.

“La procédure d’asile en Belgique: Evolution récente”, *Revue du droit des étrangers*, 1996, 563-571 in Société Française de Droit International, *Droit d’asile et des réfugiés* (Colloque de Caen), 1997, 325-338.

Annual Report of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons: 1988 (118 p.), 1989 (128 p.), 1990 (93 p.), 1991 (93 p.), 1992 (118 p.), 1993 (80 p.), 1994 (133 p.), 1995 (174 p.) and 1996 (217 p.) (published in French and Dutch).

“La commission des droits de l’homme et la crise en Afrique centrale”, *Revue de droit international et de droit comparé*, 1998, 103-118; “Recente ontwikkelingen in de VN-Commissie mensenrechten (met bijzondere aandacht voor Centaal Afrika)”, in *VVN-Berichten*, 1997-4, 46-58 and *VN-Forum*, De VN en de Internationale Rechtsorde, 1997/3, 27-35; “UN Human Rights Procedures Regarding Burundi, Rwanda and Zaire (1994-1997)” in Karel Wellens (Ed.), *International Law: theory and practice*, The Hague. Nijhoff, 1998, pp. 493-504.

“La Belgique et le génocide rwandais: Responsabilités en droit international”, *Journal des Procès*, February 1998, pp. 12-16.

Introduction to the congress “Illegalen en Rechten van de Mens” (Illegal Aliens and Human Rights), *Jaarboek van het Interuniversitair Centrum Mensenrechten*, 1996/1997, Antwerp, Maklu, 1998, pp. 99-104.

“Working document on the concept of affirmative action”, United Nations Document, E/CN.4/Sub.2/1998/5, Geneva, 1998, 10 p.

“Chronique de jurisprudence du Comité des droits de l’homme (1993-1997)”, *Revue trimestrielle des droits de l’homme*, 1998, pp. 507-570.

L’interdiction de la discrimination et l’action positive, in M. Niyonzima (Ed.), *Droit et pratique en matière de migration africaine* (AFLENET No. 1), 1999, 9-26.

“Prohibition of Discrimination and the Concept of Affirmative Action” in *Bringing International Human Rights Law Home*, York, United Nations, 2000, pp. 93-106.

“Les lois belges relatives à la répression du racisme” (Belgian laws for the suppression of racism), in E. Decaux, *Le droit face aux racisme*, Paris, éd. Pedone, (Publ.Fond.Marangopoulos, Série No. 4), 1999, pp. 118-125.

Introduction in Mulamba, Mbuyi B., *Introduction à l’étude des sources modernes du droit international public* (Introduction to the study of the modern sources of international public law), Québec, Université Laval, 1999, pp. 13-17.

“The concept and practice of affirmative action”, preliminary report, United Nations Document E/CN.4/Sub.2/2000/11, Geneva, 2000, 22 p. and progress report, E/CN.4/Sub.2/2001/15, Geneva, 2001, 32 p.

“La diversité culturelle au sein de la Commission des droits de l’homme de l’ONU” (Cultural diversity in the UN Commission on Human Rights), *I diritti dell’uomo alle soglie del terzo millennio: universalità et dialogo interculturale* (Ed.) Claudio Zanghi), Messina, 2000, 389-402.

“Universele jurisdictie in België” (Universal jurisdiction in Belgium), *De Juristenkrant*, 27 June 2001, p. 3.

“La protection internationale des réfugiés à la lumière de la Convention de Geneva relative au statut des réfugiés et de la Convention européenne des droits de l’homme”, in V. Chetail, (Ed.), *La Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés 50 ans après: bilan et perspectives*, Brussels, Bruylant, 2001, pp. 239-256.

“Procedural Confusion at the Main Committee of the Durban Conference against Racism”, *Human Rights Monitor*, 2001, No. 56, 12-15.

“The issue of Reparation for Slavery and Colonialism and the Durban World Conference against Racism” (with Stef VANDEGINSTE), *Human Rights Law Journal*, 2001, 341-350.

“*Volkenrecht en Volkenrechtenlijke Instellingen* (International public law and the institutions of international public law), Antwerp University (UIA) and the Brussels School for Military Administrators), eight editions, 1985-2001, 216 p.

“Protection internationale des minorités: le cas particulier de la Belgique”, *Droit constitutionnel et minorités Académie internationale de Droit constitutionnel*, Recueil des Cours, vol. XII, Tunis, 2003, 15-39.

“La définition du concept ‘minorités’ en droit international”, in Francis Delperee and Laslo Trocsanyi (dir.), *L’unité et la diversité de l’Europe: les droits des minorités (les exemples belges et hongrois)*, Bruxelles, Bruylant, 2003, 21-35.

Mr. Gudmundur ALFREDSSON (Expert)

(Nominated by the Government of Iceland)

Education and personal

1982: Doctor of Juridical Science (S.J.D.), Harvard Law School

1976: Master of Comparative Jurisprudence (M.C.J.), New York University School of Law

1975: Candidatus juris, law degree from the Law School of the University of Iceland

1977-1979: Alexander von Humboldt Fellow at the Max-Planck-Institute for Public Comparative Law and International Law in Heidelberg

Born 1949 in Reykjavik. Citizen of Iceland

Work experience

From 1995: Director and Professor, Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law and the Law Faculty, Lund University, Sweden

1985-1995: United Nations Centre for Human Rights, Geneva: service in the legislation, research and technical cooperation branches, secretariat of the World Conference on Human Rights, and the New York Liaison Office. Special Assistant to Assistant-Secretary-General Ibrahima Fall (1994-1995)

1983-1985: Codification Division of the United Nations Office of Legal Affairs, New York

1982: Member of the Icelandic Delegation to the thirty-seventh session of the General Assembly

Author, rapporteur and lecturer

Author of about 120 articles in academic journals and books on human rights and international law issues

Author of three expert reports on minority rights for the Council of Europe

Co-editor of books on the Universal Declaration of Human Rights, human rights of women, international monitoring mechanisms, minority rights, rights of indigenous peoples, refugee law, human rights and health, the World Bank, and good governance

Rapporteur of two Nordic human rights seminars held in preparation for the 1993 World Conference on Human Rights

Lecturer in human rights training courses and education programmes in over 50 countries, including human rights master programmes in China, Costa Rica, Italy, Malta, the Netherlands, Norway, South Africa, Sweden and Thailand

Membership

Advisory Board, WIPO Worldwide Academy, Geneva (2000-)

OSCE/HCNM Expert Group which drafted the Lund Recommendations on the Effective Participation of National Minorities in Public Life (1998-1999)

International Council of the Minority Rights Group, London (1996-2002)

United Nations Working Group of Intergovernmental Experts on the Implementation and Promotion of the Right to Development (1996-1997)

Participant in expert meeting, which adopted the Turku Declaration on Minimum Humanitarian Standards (1990)

Editorial committees of African Human Rights Law Journal (University of Pretoria), Baltic Yearbook of International Law, East African Journal on Peace and Human Rights (Makarere University), International Journal on Minority and Group Rights, Mennesker og rettigheter (human rights journal published in Oslo), and the Nordic Journal of International Law

Mr. David RIVKIN (Expert)

(Nominated by the Government of the United States of America)

Education

J.D., Columbia University, 1985

M.A., Soviet Affairs, Georgetown University, with high honours, 1984

B.S.F.S., International Affairs, Georgetown University School of Foreign Service, 1980

Bar Admissions

District of Columbia, 1985

David B. Rivkin, Jr., is a partner in the Washington office of Baker & Hostetler LLP, and a Visiting Fellow at the Nixon Center. He specializes in regulatory and litigation work, with a particular emphasis on constitutional and public policy issues. Before returning to the private sector, Mr. Rivkin served in a variety of legal and policy positions in the Administrations of Presidents Ronald Reagan and George Bush, including stints at the White House Counsel's Office, and the Departments of Justice and Energy. He worked in the Office of the then Vice-President George Bush, as Legal Advisor to the Counsel to the President, and as Deputy Director in the Department of Justice's Office of Policy Development (OPD), where he worked on a wide variety of constitutional, domestic and international issues, including judicial selection, legal policy, immigration and asylum matters and intelligence oversight.

Prior to embarking on a legal career, he served as a defense and foreign policy analyst, focusing on Soviet affairs, arms control, naval strategy and NATO-related issues, and worked as a defense consultant to numerous government agencies and Washington think-tanks.

Mr. Rivkin is a member of the District of Columbia Bar and the Council on Foreign Relations. He is a prolific writer and has published numerous papers, articles, book reviews, and book chapters on a variety of international, legal, constitutional, defense, arms control, foreign policy, environmental and energy issues for various newspapers and magazines, including the Wall Street Journal, the Washington Post, the New York Times, the Washington Times, Los Angeles Times, Foreign Affairs, Foreign Policy, National Interest, Policy Review, Harvard Journal of Law & Policy, American University Law Review, Administrative Law Journal and University of Pennsylvania Law Review. In particular, Mr. Rivkin has written widely about various aspects of the international law of armed conflict, including jus in bello, treatment of unlawful combatants and jus ad bellum-related matters. He has been a frequent commentator and guest on TV and radio shows, including CNN, MSNBC, ABC, FOX News, NPR, BBC and CBC.

附件二

增进和保护人权小组委员会委员(2003 年)
委员和候补委员

注：与小组委员会委员和候补委员姓名相对应的年份是任期届满的年份，任期届满时间为人权委员会第六十届会议(2004 年)或第六十二届会议(2006 年)选举小组委员会委员之时。

米格尔·阿方索·马丁内斯先生	(古巴)	2004
* 胡安·安东尼奥·费尔南德斯·帕拉西奥斯先生		
何塞·本戈亚先生	(智利)	2006
陈士球先生	(中国)	2006
* 刘昕生先生		
埃马纽埃尔·德科先生	(法国)	2006
* 米歇尔·皮卡尔女士		
鲁伊·巴尔塔扎尔·多斯桑托斯·阿尔维斯先生	(莫桑比克)	2006
* 克利斯蒂亚诺·多斯桑托斯先生		
阿斯比约恩·艾德先生	(挪威)	2004
* 扬·海尔格森先生		
哈吉·吉塞先生	(塞内加尔)	2006
弗朗索瓦斯·简·汉普森女士	(大不列颠及北爱尔兰联合王国)	2006
弗里德·范霍夫先生	(荷兰)	2004
弗拉基米尔·卡尔塔什金先生	(俄罗斯联邦)	2006
* 奥列格·S·马里基诺夫先生		
卡利奥皮·库法女士	(希腊)	2006
* 尼古劳斯·扎伊科斯先生		
安托阿尼拉·尤利亚·莫托科女士	(罗马尼亚)	2004
* 维多利亚·桑德鲁-波佩斯库女士		

-- -- -- -- --

* 候补委员。